

6 FR

L'impérialisme aujourd'hui - Alex de Jong

1. Jean Batou, "Les habits neufs de l'impérialisme", 2010
2. Michael Löwy "Actualité de la révolution permanente" 2000
3. Claudio Katz "L'impérialisme du XXIe siècle", 2002 (Extrait)



International Institute for Research and Education - Amsterdam
24th Novembre – 15th Decembre 2013

Les habits neufs de l'impérialisme

BATOU Jean

1er novembre 2010

Nous reproduisons ici, avec l'autorisation des Prairies ordinaires (Paris), l'introduction de l'édition française du *Nouvel impérialisme* de David Harvey, qui vient juste de sortir de presse (octobre 2010).

Sommaire

- [Conjoncture et histoire](#)
- [Crises de suraccumulation \(...\)](#)
- [Accumulation élargie et \(...\)](#)
- [Un débat nécessaire](#)

Le Nouvel Impérialisme a été publié en anglais il y a sept ans. Il reprend le contenu de trois conférences données par David Harvey à l'Université d'Oxford, les 5, 6 et 7 février 2003, soit une semaine avant la journée de manifestation mondiale du 15 février contre la guerre, et un mois et demi avant le début de l'opération Iraqi Freedom. Le hasard veut qu'il paraisse pour la première fois en français au lendemain du retrait du gros des troupes états-uniennes d'Irak [1].

À ce jour, les opérations militaires et la longue occupation de ce pays auraient fait plus de 100 000 morts violentes (avec une surmortalité peut-être dix fois supérieure) et 5 millions de déplacés parmi les civils irakiens. Du côté occidental, on dénombre plus de 6 000 tués parmi les troupes de la coalition et les mercenaires privés [2]. Pour les États-Unis, cette intervention aurait coûté 750 milliards de dollars (près de quatre fois le chiffre envisagé par Harvey en 2003), un montant probablement plus élevé que celui de la guerre du Vietnam et plus de deux fois supérieur à celui de la guerre de Corée. [3]

Après les débats qui ont accompagné les premières années du mouvement altermondialiste, à compter du milieu des années 1990, centrés principalement sur la libéralisation des échanges et des flux de capitaux, la seconde guerre d'Afghanistan (dès octobre 2001), et surtout la troisième guerre d'Irak (dès mars 2003), marquent un véritable tournant. En effet, comme le relevait ironiquement le Movement for Global Resistance britannique en 2001 : McDonald ne peut pas se passer de la firme aéronautique McDonnell Douglass. L'impérialisme occupait de nouveau le devant de la scène, attirant une attention renouvelée sur les politiques de puissance et le militarisme.

De ce point de vue, le livre de David Harvey présente une tentative originale de combiner une triple approche conjoncturelle, historique et théorique de l'impérialisme. Il se propose d'expliquer comment celui-ci reconfigure en permanence le lien dialectique entre pouvoir économique et pouvoir politique, de situer son évolution dans la longue durée et de le voir opérer sous nos yeux dans les premières années de l'administration Bush Jr. C'est là l'originalité de sa démarche.

Conjoncture et histoire

L'auteur entame sa réflexion en partant des conditions du déclenchement de la guerre en Irak, à la fin de l'hiver 2003, plus particulièrement de la décision de l'administration Bush Jr. de passer à

l'offensive, en dépit de l'opposition de deux de ses principaux alliés, l'Allemagne et la France, mais aussi de deux de ses principaux adversaires de longue date, la Chine et la Russie. C'est l'objet du chapitre 1. Or, visiblement, les raisons invoquées par Washington, que ce soit la menace des « armes de destruction massives » ou la volonté d'établir un régime démocratique à l'occidentale en Irak, n'ont pas convaincu l'opinion mondiale. Dans de telles circonstances, note Harvey, « il était difficile de ne pas éprouver le sentiment que quelque chose de très important se cachait derrière un écran de fumée », ce qui va le conduire à interroger l'actualité à l'aune de courants historiques plus profonds.

Comme la Ministre allemande de la justice, la social-démocrate Herta Däubler-Gmelin, l'a relevé dès 2002, la politique étrangère agressive de l'administration Bush Jr. visait en partie à détourner l'attention de ses difficultés intérieures et à faire taire une opposition de plus en plus bruyante en rassemblant les Américains contre une nouvelle figure de l'ennemi extérieur : le terrorisme, les États « voyous », pour ne pas parler de l'islam. Harvey rappelle en effet que les États-Unis sont « *une société extraordinairement diversifiée d'immigrants* », raison pour laquelle leur démocratie s'est souvent montrée « *instable* », « *difficile à maîtriser* », voire « *ingouvernable* ». Dans cette optique, il évoque ce que Hofstadter appelle « *le style paranoïde* » de la politique américaine, c'est-à-dire la nécessaire invocation de périls extérieurs pour renforcer les solidarités politiques intérieures. Sous ce rapport, on comprend mieux pourquoi le 11 Septembre 2001 a pu être comparé à Pearl Harbor.

De nombreux commentateurs ont signalé que la guerre contre l'Irak visait à restaurer l'emprise des multinationales anglo-américaines sur ses ressources pétrolières, affaiblie par les nationalisations de 1972. Mais, de façon plus significative, Harvey explique que l'occupation de ce pays et la destruction de son régime politique avaient pour but de renforcer le contrôle direct de Washington sur l'ensemble du Moyen-Orient et sur ses ressources énergétiques. Au chapitre 2, il montre comment cet objectif stratégique de l'empire US a été mis en difficulté par la chute du shah d'Iran et la crise durable du régime saoudien, dès la fin des années 1970. Or, le contrôle du robinet pétrolier mondial lui paraît aujourd'hui d'autant plus important que son hégémonie économique est contestée par la montée en puissance de l'Union européenne et de l'Asie de l'Est et du Sud-Est, de plus en plus dominée par la Chine [4]. L'auteur poursuit cette réflexion plus en détail dans le chapitre 5, en l'articulant à une théorie renouvelée de l'impérialisme, qu'il développe plus particulièrement dans les chapitres 3 et 4.

Il fait certes référence aux travaux majeurs des deux premières décennies du XXe siècle, qui envisagent l'impérialisme comme un stade spécifique du capitalisme, porteur de nouvelles contradictions, notamment les ouvrages pionniers de J. A. Hobson, de Rudolf Hilferding et de Lénine. Il s'appuie en particulier sur la perception de Rosa Luxemburg, pour qui le capitalisme doit s'efforcer de compenser ses déséquilibres internes aux dépens des formations socioéconomiques non capitalistes. Plus généralement, il s'inspire des travaux de Hannah Arendt, qui tente d'articuler l'expansion illimitée du capital avec l'expansion illimitée du pouvoir politique. Dans cette perspective, il prend position sur les tendances dominantes de la mondialisation contemporaine en rejetant les thèses de Michael Hardt et Toni Negri, qui tendent à déterritorialiser la notion d'empire, et fait amplement appel aux contributions de Peter Gowan sur les aspects contradictoires du déclin de l'hégémonie US [5].

En examinant les modalités d'ajustement des logiques territoriales du pouvoir, « lourdement fixées dans l'espace », en relation avec les dynamiques spatiales plus « ouvertes » de l'accumulation du capital, l'auteur combine étroitement les deux approches géographique et historique de l'impérialisme. Il reprend ainsi à Giovanni Arrighi l'idée du développement concomitant du capitalisme et des blocs de pouvoir toujours plus étendus, des cités-États italiennes à la Hollande, puis de l'Angleterre aux États-Unis [6]. À chaque fois, la constitution d'entités territoriales plus vastes permet de dépasser les problèmes liés à la « surexpansion » et à la « surextension » de la précédente. Dès lors, existe-t-il de nos jours un pouvoir hégémonique supérieur, capable de transcender les limites actuelles de l'empire états-unien ? Cette question est longuement discutée au chapitre 5.

Harvey propose une théorie de l'impérialisme qui permette de mieux cerner les spécificités de la période actuelle. Pour lui, celui-ci procède de la fusion frictionnelle d'un processus économique régi par l'accumulation du capital et d'un projet politique fondé sur la maîtrise d'un territoire, de ses habitants et de ses ressources. Le chapitre 2, intitulé « Comment les États-Unis sont montés en puissance », s'ouvre ainsi sur un examen des tensions entre les deux logiques économique et politique du pouvoir, la particularité de l'impérialisme capitaliste consistant à subordonner la seconde à la première, mais seulement en dernier ressort et pas à tous moments. Cette réflexion se prolonge aux chapitres 3 et 4, où l'auteur envisage plus précisément comment « chacune de ces logiques est porteuse de contradictions que l'autre doit contenir ».

Crises de suraccumulation et aménagements spatio-temporels

Le chapitre 3 envisage la question du point de vue de la logique économique de l'impérialisme. Il s'efforce de démontrer que le capitalisme a été capable de survivre jusqu'ici à des déséquilibres chroniques et à des crises dévastatrices en réaménageant constamment le temps et l'espace au sein desquels il opère. Harvey y explique ainsi comment les contradictions internes de l'accumulation du capital sont provisoirement résolues par des aménagements spatio-temporels (*spatio-temporal fixes*). Ces développements reprennent et vulgarisent des travaux antérieurs de l'auteur, presque tous inédits en français [7]. Il explique ainsi que des capitaux excédentaires « *sont dirigés vers des projets à long terme qui prennent de nombreuses années à remettre en circulation leur valeur* », et que ces investissements sont le plus souvent liés à une expansion géographique du système. En d'autres termes, ils s'inscrivent dans un espace qu'ils s'approprient.

Des flux de capital sont ainsi détournés de la production et de la consommation immédiate (circuit primaire) pour alimenter un circuit secondaire, destiné à la formation du capital fixe (usines, équipements, etc.) et à la constitution d'un fond de consommation (construction de logements, etc.). Ces immobilisations coûtent extrêmement cher, sont en grande partie fixées sur le territoire et incarnent le « *cœur physique* » d'une région. À cela, s'ajoute un « *circuit tertiaire* » qui permet de financer des « *infrastructures sociales* » à long terme, liées directement à la production (recherche et développement) ou aux conditions sociales de la population (éducation et santé). Ce distinguo conduit Harvey à insister sur les conséquences de la suraccumulation du capital, non seulement dans le circuit primaire, mais aussi dans les circuits secondaire et tertiaire, dans l'hypothèse où le rendement – même longuement différé – de tels investissements s'avère insuffisant. Selon lui, un tel cas de figure suscite des crises plus profondes et généralisées du capitalisme, comme l'éclatement de la bulle immobilière US le montrera de façon spectaculaire dès 2007.

Harvey rappelle que le capital circule nécessairement dans l'espace, et que « cette dynamique fluide » crée par elle-même sa propre géographie historique, déterminée en premier lieu par les modalités mêmes du fonctionnement des marchés : nécessité de l'échange et friction de la distance, mais aussi recherche d'avantages de localisation nécessairement monopolistique. Cette géographie est cependant relativement corsetée par le poids du capital fixe « encastré dans le sol » (unités de production, réseaux de transport et de communication, etc.) qui résiste à la relocalisation et définit des régions cohérentes sur une certaine durée. Pourtant, la production capitaliste est mue par une tendance à l'expansion dans l'espace, à l'accélération dans le temps, et donc au déséquilibre et à la mobilité. En somme, le capitalisme cherche en permanence « à créer un paysage géographique afin de faciliter ses activités en un temps donné, seulement pour le détruire et construire un paysage totalement différent en un temps ultérieur ».

Mais comment ces « régionalités », modelées par les processus moléculaires d'accumulation du capital, vont-elles s'articuler avec les logiques territoriales du pouvoir qui définissent les conditions

institutionnelles nécessaires « pour contenir les conflits de classe et pour arbitrer les prétentions des différentes fractions du capital » ? Selon Harvey, la géographie historique du capitalisme finit toujours par déterminer en dernière instance le positionnement du corps politique de l'État dans son ensemble, même si le pouvoir territorial peut lui aussi agir en retour sur son développement. Ainsi, lorsque les capitaux excédentaires ne trouvent plus d'emploi profitable dans le cadre d'un État et de ses régions, ils suscitent des pressions en faveur d'une politique impérialiste, « qui revient à imposer des arrangements et des conditions institutionnels à d'autres ».

Tout au long du XXe siècle, l'expérience des États-Unis en Amérique latine a montré qu'une telle projection pouvait parfaitement se passer d'une colonisation formelle. D'abord, l'exportation massive de marchandises, qui détermine généralement l'endettement croissant des récipiendaires, favorise leur dépendance structurelle. Ensuite, les investissements sur une large échelle confèrent aux centres impérialistes un contrôle sans précédent des ressources des pays dominés et de leur exploitation. De surcroît, depuis les années 1980, l'extrême libéralisation des flux de capitaux permet de déplacer l'épicentre des crises vers les régions les plus vulnérables en leur faisant payer l'essentiel du prix de leur dévalorisation.

Après la Seconde Guerre mondiale, cet impérialisme sans colonisation s'est pratiquement imposé à l'ensemble du monde capitaliste, sous la tutelle des États-Unis. Harvey montre que l'hégémonie US reposait alors sur le consentement universel des classes dominantes plus que sur la contrainte, même si le recours à la force brutale n'a jamais cessé pour la gestion des conflits avec les mouvements nationalistes ou socialistes du tiers-monde. Cependant, depuis une vingtaine d'années, compte tenu de l'essor économique de l'Union Européenne, de l'implosion du bloc soviétique et de la croissance impétueuse de l'Asie de l'Est et du Sud-Est, cet équilibre relatif a cédé progressivement le pas à une conflictualité accrue entre les principaux pôles dynamiques de l'accumulation du capital. Dès lors, le déclin de la puissance US fait de plus en plus reposer son hégémonie sur la contrainte, et donc sur le facteur militaire, contribuant à durcir les rivalités inter-impérialistes, avec la réapparition possible de guerres commerciales et monétaires, voire de guerres tout court entre pays dominants.

Accumulation élargie et accumulation par dépossession

Le chapitre 4 s'intéresse plus particulièrement à la mobilisation du pouvoir politique pour faciliter la concentration, entre les mains du capital, des richesses disponibles sur un territoire donné. Il ne s'agit plus seulement d'accumuler la plus-value produite par l'exploitation du travail salarié, mais d'exproprier les détenteurs de ressources existantes, qu'elles soient naturelles ou produites, immobilières ou mobilières, collectives ou individuelles, au profit du capital impérialiste. Ainsi, parallèlement à l'accumulation élargie, et en relation étroite avec elle, se développent des formes contemporaines d'accumulation primitive, que Harvey préfère appeler « accumulation par dépossession » en leur donnant une définition plus large.

Depuis les années 1980-1990, la dévalorisation relative des matières premières, la privatisation des biens communs (terres, forêts, eau, savoirs traditionnels, etc.) et des services publics (énergie, logements sociaux, transports, télécoms, santé, éducation, etc.), de même que l'expropriation des habitations et des fonds de pension de millions de travailleurs occidentaux au profit du capital financier, ont été dénoncées par certains auteurs comme de nouvelles enclosures (privatisation des terres communales britanniques, du XVe au XVIIIe siècles). L'agent principal en est le capital financier, générateur d'un « capitalisme de vautours », dont l'action se développe à l'échelle globale, aux dépens des sociétés du Sud bien sûr, mais aussi du Nord. Il se manifeste de la même manière au travers des politiques de privatisation et de libéralisation conduites dans les pays de l'ex-bloc soviétique et en Chine, qui ont privé les ouvriers et les paysans d'importants droits acquis, provoquant

ainsi une polarisation sans précédent de la richesse.

Harvey distingue certes l'accumulation primitive, qui a ouvert la voie à la reproduction élargie, de l'accumulation par dépossession de l'ère impérialiste, qui perturbe et détruit un chemin déjà ouvert. Il reproche cependant à Marx et à la plupart des marxistes de n'avoir pas compris la valeur des « formes sociales détruites par l'accumulation primitive » et d'avoir défendu unilatéralement le caractère « progressiste » du développement capitaliste, y compris « de l'impérialisme britannique en Inde ». Bien que cette critique ne soit pas infondée, on sait que l'auteur du *Capital* a commencé à changer de position par rapport à l'Irlande dès 1867, et plus nettement encore par rapport à la Russie, en 1881-1882. Dans ce dernier cas, Marx défendra même que le caractère communautaire de ses structures agraires ancestrales, prenant appui sur le développement industriel d'une Europe socialiste, pourraient éviter à ce pays de passer sous les fourches caudines du capitalisme [8].

À la même époque, l'un des introducteurs du marxisme en Roumanie, Constantin Dobrogeanu-Gherea, décrivait comment l'intégration des sociétés arriérées à l'économie mondiale, loin d'ouvrir la voie à un développement capitaliste autonome, suscitait l'hybridation, la rigidification et la perpétuation de structures archaïques, notamment l'expansion du néo-servage [9]. Cette approche originale trouvera un écho dans les réflexions de plusieurs révolutionnaires est-européens, en particulier Parvus et Trotski. Elle sera par la suite systématisée, notamment par les théoriciens de la dépendance dans les années 1960-1970. De son côté, à la veille de la Révolution russe, Lénine dénonçait la violence impérialiste comme le bras armé d'un capitalisme de plus en plus « parasitaire », qui se nourrissait du « tribut prélevé par le capital financier sur les entreprises coloniales et transocéaniques » et favorisait le « développement extraordinaire » d'une « couche de rentiers », dont les intérêts étaient défendus par « une poignée d'États-usuriers » [10]. On croirait presque entendre Harvey !

Pourtant, l'URSS, la Chine et d'autres pays « socialistes » ont légitimé des formes d'accumulation primitive comparables à celles du capitalisme, conduisant « à des niveaux identiques de violence odieuse ». Harvey vise ici à juste titre les politiques menées par les différents régimes staliniens ou néo-staliniens dans le courant du XXe siècle. Pour être juste, il aurait dû rappeler les alternatives débattues dans les premières années de la révolution russe, qui préconisaient une autre conception de l'« accumulation socialiste primitive ». Pour E. Préobrajensky notamment, le drainage de ressources de la campagne vers la ville nécessitait avant tout l'élévation de la productivité agricole, dont les fruits devaient être partagés entre les besoins de consommation et d'accumulation du secteur socialiste et l'amélioration du niveau de vie des paysans pauvres [11].

Un débat nécessaire

Le Nouvel Impérialisme de D. Harvey renouvelle la compréhension de l'impérialisme à la lumière du monde actuel dans une tradition marxiste. Sur plus d'un point, il devrait donc contribuer à stimuler des débats d'une grande actualité. En 2006, la revue britannique *Historical Materialism* a engagé une telle discussion en consacrant un numéro spécial à l'appréciation critique de ce livre [12]. Nous allons revenir ici brièvement sur quelques aspects de cette controverse.

L'importance, et surtout l'autonomie relative, conférées par Harvey aux logiques territoriales du pouvoir, en tant que forces structurantes de l'impérialisme actuel, sont contestées notamment par Ellen Meiksins Wood. Pour elle, sa spécificité réside précisément « dans l'unique capacité du capital d'imposer son hégémonie sans étendre son pouvoir politique territorial ». Ainsi, les États-Unis seraient le premier empire véritablement capitaliste, parce qu'ils disposeraient d'un pouvoir économique tel, qu'il les dispenserait de toute ambition territoriale [13]. De son côté, Robert Brenner conteste que les logiques territoriales de l'impérialisme puissent être en contradiction avec ses logiques économiques : par exemple, si la guerre du Vietnam ne répondait certes pas « aux exigences immédiates de

l'accumulation du capital », elle visait bien à « *garder le monde aussi ouvert que possible à l'accumulation du capital* ».

Le développement du concept d'« accumulation par dépossession » à partir de celui d'« accumulation primitive », reformulée par Marx sur la base d'un postulat d'Adam Smith, pose un certain nombre de problèmes de définition et de cohérence théorique. Certes, l'accumulation primitive ne peut pas être considérée comme une phase révolue de l'accumulation du capital [14] ; dès lors, aucune raison ne s'oppose à désigner aujourd'hui des phénomènes qui lui sont apparentés sous le nom certes plus explicite d'« accumulation par dépossession » ; mais le véritable enjeu est celui de son rôle spécifique et de son poids par rapport à d'autres opérations du capital. Plusieurs critiques ont souligné que Harvey faisait un usage trop extensif de ce terme, en ne le distinguant pas clairement de certains aspects de l'accumulation élargie. De son côté, il reconnaît que ce concept doit être affiné, tout en soulignant son excellente lisibilité : « *Lorsqu'un changement facile de langage peut être politiquement beaucoup plus efficace, pourquoi y renoncer ?* » [15]

On regrettera cependant qu'il ne fasse pas toujours la différence entre la dépossession des petits propriétaires et des collectivités publiques, mais aussi la privatisation des biens communs, d'une part, et l'exploitation accrue des salariés (baisse du salaire indirect) ou la concurrence brutale des détenteurs de capitaux pour le partage des richesses (concentration du capital), d'autre part. Ces phénomènes recouvrent en effet des dynamiques sociales différentes. De surcroît, le fait de les ranger dans la même catégorie conduit Harvey à conclure, de façon discutable, que « *l'accumulation par dépossession a conquis le devant de la scène en tant que contradiction principale au sein de l'organisation impérialiste de l'accumulation du capital* ». Pour autant, il ne suggère pas d'opposer les intérêts des peuples opprimés à ceux des travailleurs exploités et défend au contraire la construction d'un large bloc social anticapitaliste qui aurait pour mission de stimuler la convergence des résistances à l'« accumulation par dépossession » autour d'objectifs universalistes, mais aussi de mieux les articuler aux luttes des salariés. Leur opposition commune aux politiques des institutions internationales (FMI, OMC, etc.), relayées par les principaux États, contribue d'ailleurs déjà aujourd'hui à favoriser un tel rapprochement.

Sans nier la nécessité d'un tel lien, bien au contraire, Sam Ashman et Alex Callinicos contestent que le capitalisme avancé – notamment US – soit principalement prédateur : pour eux, il continue à tirer l'essentiel de ses profits de l'exploitation du travail salarié, ceci principalement au sein des pays de l'OCDE et en Chine [16]. Harvey n'en disconvient pas, au moins pour ce qui est de la Chine, puisqu'il souligne que « *de nouveaux et puissants complexes de production industrielle [y] sont apparus* », portés autant par les exportations que par la demande intérieure (consommation et infrastructures). Au sein de ce pays-continent, il admet même qu'un formidable processus d'accumulation « *véritablement primitive* » est aujourd'hui à l'œuvre, et qu'il pourrait déboucher sur un développement phénoménal du secteur industriel « *capable d'absorber une grande partie du capital excédentaire de la planète* ». Bob Sutcliffe lui reproche d'ailleurs de ne pas en tirer toutes les conséquences, en particulier la relance probable d'une nouvelle période historique d'expansion sino-centrée du capitalisme [17]. Harvey a sans doute raison de se montrer plus prudent.

Pour autant, il n'exclut pas le basculement possible du centre de gravité de l'économie mondiale vers une Asie de l'Est et du Sud-Est dominée par la Chine. Dans une telle hypothèse, il souligne que les États-Unis ne seraient plus en mesure de drainer une bonne partie des capitaux excédentaires de la planète pour soutenir leur consommation improductive (militaire et privée), ce qui les soumettrait de facto à un plan d'ajustement brutal, auquel ils pourraient être tentés de répondre par des aventures militaires aux conséquences imprévisibles. Dès aujourd'hui, leur volonté de contrôler à tout prix le robinet pétrolier mondial (en Irak, en Iran, en Afghanistan, etc.) préfigure les risques d'un tel scénario. Pendant ce temps, sur le plan économique, Arrighi a raison d'observer que la Chine est aujourd'hui

« la véritable gagnante de la guerre contre le terrorisme ». Sur le plan militaire même, Sutcliffe note qu'elle est en train de réduire son handicap par rapport aux États-Unis (à parité de pouvoir d'achat, ses dépenses militaires représenteraient déjà la moitié de celles de Washington) [18].

Pour tenir tête à la version particulièrement belliqueuse de l'impérialisme promue par Washington, Harvey propose de défendre un « New Deal » planétaire porté par des États interventionnistes et redistributeurs. À ses yeux, un tel scénario favoriserait une entente impérialiste moins agressive, du moins en attendant que « des solutions beaucoup plus radicales » soient possibles. Il y a une centaine d'années, un « ultra-impérialisme » du même type avait été envisagé successivement par John A. Hobson (1903), Karl Liebknecht (1907) et Karl Kautsky (1912 et 1914), même s'ils ne le percevaient pas comme un « moindre mal ». De son côté, Lénine le considérait au mieux comme une hypothèse théorique pour un futur lointain. Comment Harvey envisage-t-il qu'une telle perspective puisse s'imposer aux principaux centres de pouvoir du capitalisme ? Et si un changement radical des rapports de force sociaux le permettait, pourquoi les salariés et les peuples opprimés du monde devraient-ils se contenter aujourd'hui d'un tel horizon ? Enfin, en admettant une nouvelle phase d'expansion « consensuelle » du capitalisme, comment pourrait-elle trouver des réponses à la crise écologique globale, qui nécessite une sortie urgente du productivisme ? [19]

La publication en français du *Nouvel Impérialisme* devrait contribuer à informer des débats de ce type en les nourrissant aux sources d'une pensée imaginative et rigoureuse. Elle témoigne aussi du fait que les nombreuses questions soulevées par le mouvement altermondialiste, mais aussi par le mouvement anti-guerre, au cours de ces dernières années, ont contribué à l'essor d'un marxisme vivant, dont la vocation est de répondre aux défis économiques, sociaux, politiques et écologiques de ce début du XXI^e siècle.

Jean Batou

[1] Un article de David Harvey publié en français reprend quelques passages de ce livre sans s'y référer explicitement : « Le “Nouvel Impérialisme” : accumulation par expropriation », *Actuel Marx*, Vol. 1, n° 35, 2004, pp. 71-90.

[2] Voir notamment John Tirman, « The Twenty Years War », *The Boston Globe*, 1^{er} août 2010 ; « Iraq's Shocking Human Toll », *The Nation*, 2 février 2009 ; Iraq Body Count (www.iraqbodycount.org) ; Iraq Coalition Casualty Count (<http://icasualties.org/>).

[3] Joseph Stiglitz & Linda Bilmes, *The Three Trillion Dollar War*, New York, Norton & Co., 2008. Pour mémoire, la guerre du Vietnam aurait coûté 686 milliards de dollars (valeur 2009) (Julian E. Barnes, « Cost of Iraq War Will Surpass Vietnam by Year's End », *Los Angeles Times*, 11 avril 2009).

[4] Selon le *Financial Times*, la consommation énergétique totale de la Chine vient de dépasser celle des États-Unis (20 juillet 2010).

[5] M. Hardt & T. Negri, *Empire, Exils*, Paris, 2000 ; P. Gowan, *The Global Gamble. Washington's Faustian Bid for World Dominance*, Verso, Londres & New York, 1999.

[6] Giovanni Arrighi, *The Long Twentieth Century*, Verso, Londres & New York, 1994.

[7] Voir notamment D. Harvey, *Spaces of Capital. Towards a Critical Geography*, Routledge, New York, 2001, Part II, pp. 237-411. Deux chapitres de ce livre ont été traduits en français sous le titre *Géographie de la domination*, Les Prairies ordinaires, 2008.

[8] M. Rubel, « Karl Marx et le socialisme populiste russe », *Revue socialiste*, n° 11, mai 1947 (disponible en ligne : <http://plusloin.org/plusloin/>).

- [9] J. L. Love, « Dependency Theories in Rumania Before 1945 », in J. Batou et T. David (sous la dir. de), *Le Développement inégal de l'Europe, 1918-1939*, Droz, Genève, 1998, p. 87.
- [10] V. I. Lénine, *L'Impérialisme stade suprême du capitalisme*, in *Œuvres*, tome 22, Éditions Sociales, Paris, Éditions en langues étrangères, Moscou, 1960.
- [11] E. Préobrajensky, *La Nouvelle Economique* (1925), EDI, Paris, 1968.
- [12] « Symposium : On David Harvey's "The New Imperialism" », *Historical Materialism*, Vol. 14, n° 4, 2006, pp. 3-166.
- [13] E. Meiskins Wood, « Logics of Power », in « Symposium... », p. 13.
- [14] En 1968, E. Mandel décrivait déjà l'actualité de l'« accumulation primitive » dans les pays du tiers-monde et expliquait pourquoi elle ne pouvait pas déboucher sur une accumulation élargie (« Accumulation primitive et Tiers-Monde », in Victor Fay (présenté par), *En partant du « Capital »*, Anthropos, Paris, 1968, pp. 143-168).
- [15] D. Harvey, « Comment on Commentaries », in « Symposium... », pp. 158-159.
- [16] S. Ashman & A. Callinicos, « Capital Accumulation and the State System », in « Symposium... », p. 108.
- [17] G. Arrighi, « Hegemony Unrevelling II », *New Left Review*, Vol. 2, N° 33, p. 115 ; B. Sutcliffe, « Imperialism Old and New », in « Symposium... », p. 69.
- [18] Ibid., p. 70.
- [19] Voir à ce propos l'excellent livre de D. Tanuro, *L'Impossible Capitalisme vert*, La Découverte, Paris, 2010.

LÉON TROTSKY (1879-1940)

Actualité de la révolution permanente

Michael Löwy *

La théorie de la révolution permanente a été sans doute une des contributions les plus importantes et les plus novatrices de Trotsky au marxisme du XX^e siècle. Comment est-elle surgie et quelle est sa portée aujourd'hui, à la veille d'un nouveau siècle ?

La théorie de la révolution permanente n'est pas une spéculation métaphysique mais une tentative de répondre à une des questions les plus dramatiques de notre époque : comment résoudre les problèmes sociaux terribles dont souffrent les pays capitalistes dépendants — « coloniaux et semi-coloniaux » dans le langage de l'époque — comment leur permettre d'échapper à la paupérisation, aux dictatures, aux régimes oligarchiques, à la domination étrangère ? Cette théorie a été sans doute une des contributions les plus importantes et les plus novatrices de Trotsky au marxisme du XX^e siècle. Comment est-elle surgie et quelle est sa portée aujourd'hui, à la veille d'un nouveau siècle ?

En Russie (1906-1917)

L'idée de révolution permanente — d'abord uniquement rattachée à la problématique russe — apparaît pour la première fois dans les écrits de Lev Davidovitch au cours de la tourmente révolutionnaire de 1905-1906 en Russie. Les thèses de Trotsky sur la nature de cette révolution constituaient une rupture radicale avec les idées dominantes dans la Seconde Internationale au sujet de l'avenir de la Russie. Marx et Engels n'avaient pas hésité à suggérer, dans leur préface à l'édition russe du *Manifeste Communiste* (1892), que « si la révolution russe donne le signal d'une révolution prolétarienne en Occident, et que toutes deux se complètent, la propriété commune actuelle de Russie pourra servir de point de départ à une évolution communiste » (1). Cependant, après leur mort, cette piste — suspecte d'affinité avec le populisme russe — fut abandonnée. Bientôt il est devenu une prémisse universelle — presque un article de foi — chez les marxistes "orthodoxes", russes ou européens, que la future révolution russe aurait nécessairement, inévitablement, un caractère strictement démocratique bourgeois : abolition du tsarisme, établissement d'une république démocratique, suppression des vestiges féodaux dans les campagnes, distribution des terres aux paysans. Toutes les fractions de la Social-démocratie russe prenaient cette présupposition comme leur point de départ incontesté ; si elles se disputaient entre elles, c'était sur les différentes interprétations du rôle du prolétariat dans cette révolution bourgeoise, et de ses alliances de classe : fallait-il privilégier la bourgeoisie libérale (menchéviques) ou la paysannerie (bolchéviques) ?

Trotsky éut le premier et pour beaucoup d'années le seul marxiste à mettre en question ce dogme sacrosaint. Il fut, avant 1917, le seul à envisager non seulement le rôle hégémonique du mouvement ouvrier dans la révolution russe — thèse partagée aussi par Parvus, Rosa Luxembourg et, dans certains textes, Lénine — mais aussi la possibilité d'une transcendance de la révolution démocratique en révolution socialiste.

C'est au cours de l'année 1905, dans divers articles pour la presse révolutionnaire, que Trotsky va formuler pour la première fois sa nouvelle doctrine — systématisée plus tard dans la brochure *Bilan et Perspectives* (1906). Il a été sans doute influencé par Parvus, mais celui-ci n'a jamais dépassé l'idée d'un gouvernement ouvrier accomplissant un programme strictement démocratique (bourgeois) : il voulait bien changer la locomotive de l'Histoire mais par ses rails...(2)

Le terme « révolution permanente » semble avoir été inspiré à Trotsky par un article de Franz Mehring dans la *Neue Zeit* en novembre 1905 ; mais le sens que lui attribuait l'écrivain socialiste allemand était beaucoup moins radical et plus vague que celui qu'il recevra dans les écrits du révolutionnaire russe. Trotsky a été le seul à oser suggérer, dès 1905, la possibilité d'une révolution accomplissant des « tâches socialistes » — c'est-à-dire l'expropriation des grands capitalistes — en Russie, hypothèse unanimement rejetée par les autres marxistes russes comme utopique et aventurière.

Une étude attentive des racines de l'audace politique de Trotsky et de sa théorie de la révolution permanente montre que ses positions étaient fondées sur une interprétation du marxisme et de la méthode dialectique, très distincte de l'orthodoxie régnante dans la Deuxième Internationale. Cela peut s'expliquer, au moins en partie, par l'influence de Labriola, le premier philosophe marxiste étudié par le jeune Trotsky, dont la démarche, d'inspiration hégélo-marxiste, était aux antipodes du positivisme et du matérialisme vulgaires si influents à l'époque. Voici quelques unes des caractéristiques distinctives de la méthodologie marxiste à l'œuvre dans les écrits du jeune Trotsky et dans sa théorie de la révolution russe :

1. Partisan d'une conception dialectique de l'unité des contraires, Trotsky critique la séparation rigide pratiquée par les bolchéviques entre le pouvoir socialiste du prolétariat et la « dictature démocratique des ouvriers et des paysans » comme une « opération logique, purement formelle ». De même, dans un passage étonnant d'une polémique contre le menchevique Tcherevanine, il condamne le caractère analytique — c'est à dire abstrait, formel, pré-dialectique — de sa démarche politique : « *Tcherevanine met sur pied une tactique comme Spinoza construisait son éthique : par la méthode géométrique* » (3).
2. Trotsky rejette explicitement l'économisme, un des traits essentiels du marxisme de Plekhanov. Cette rupture est une des présuppositions méthodologiques fondamentales de la théorie de la révolution permanente, comme l'atteste ce passage bien connu de *Bilan et Perspectives* : « *Imaginer que la dictature du prolétariat dépende en quelque sorte automatiquement du développement et des ressources techniques d'un pays, c'est tirer une conclusion fautive d'un matérialisme "économique" simplifié jusqu'à l'absurde. Ce point de vue n'a rien à voir avec le marxisme* » (4).
3. La conception de l'Histoire chez Trotsky n'est pas fataliste mais ouverte : la tâche du marxisme, écrit-il, c'est de « *découvrir, en analysant le mécanisme interne de la révolution, les possibilités qu'elle présente dans son développement* » (5). La révolution permanente n'est pas un résultat déterminé d'avance, mais une possibilité objective, légitime et réaliste, dont l'accomplissement dépend d'innombrables facteurs subjectifs et événements imprévisibles.
4. Tandis que la plupart des marxistes russes tendent, à cause de leur polémique avec le populisme, à nier toute spécificité à la formation sociale russe, et insistent sur la similarité inévitable entre le développement socio-économique de l'Europe occidentale et l'avenir de la Russie, Trotsky formule une position dialectique nouvelle. Critiquant aussi bien le particularisme slavophile des *Narodniki* et l'universalisme abstrait des mencheviques, il développe une analyse concrète qui rend compte simultanément des spécificités de la formation russe et de l'impact des tendances générales du développement capitaliste sur le pays.

C'est la combinaison de toutes ces innovations méthodologiques qui a fait de *Bilan et Perspectives* — la célèbre brochure écrite par Trotsky en prison, au cours de l'année 1906 — un texte unique. A partir d'une étude du développement inégal et combiné (le terme n'apparaît pas encore) en Russie — qui a pour résultat une bourgeoisie faible et à moitié étrangère, et un prolétariat moderne et exceptionnellement concentré — il aboutit à la conclusion que seul le mouvement ouvrier, soutenu par la paysannerie, peut accomplir la révolution démocratique en Russie, en renversant l'autocratie et le pouvoir des propriétaires fonciers. En réalité, cette perspective d'un gouvernement ouvrier en Russie était partagée par d'autres marxistes russes — notamment Parvus. La nouveauté radicale de la théorie

de la révolution permanente était située moins dans sa définition de la nature de classe de la future révolution russe que dans sa conception de ses tâches historiques. La contribution décisive de Trotsky était l'idée que la révolution russe pouvait dépasser les limites d'une profonde transformation démocratique et commencer à prendre des mesures anti-capitalistes à contenu clairement socialiste. Son principal argument pour justifier cette hypothèse iconoclaste était tout simplement que « la domination politique du prolétariat est incompatible avec son esclavage économique ». Pourquoi le prolétariat, une fois au pouvoir, et contrôlant les moyens de coercition, devrait-il continuer à tolérer l'exploitation capitaliste ? Même s'il voulait se limiter d'abord à un programme minimum, il serait conduit, par la logique même de sa position, à prendre des mesures collectivistes. Cela dit, Trotsky était aussi convaincu que, sans l'extension de la révolution en Europe occidentale, le prolétariat russe pourrait difficilement se maintenir longtemps au pouvoir.

Commentant les idées avancées par Trotsky dans *Bilan et Perspectives*, Isaac Deutscher écrivait, dans un des plus beaux passages de sa biographie du fondateur de l'Armée Rouge : « *Que son message suscite l'horreur ou l'espoir, que l'on tienne son auteur pour le héros inspiré d'une ère nouvelle unique dans l'histoire par sa grandeur et ses réalisations, ou comme le prophète de la catastrophe et du malheur, on ne peut qu'être impressionné par l'ampleur et l'audace de la vision. Il embrassait l'avenir comme, du sommet d'une haute montagne, on découvre un immense territoire inconnu dont on distingue, dans le lointain, les grands axes d'orientation. (...) Il se méprit sur la direction exacte d'une grande route ; plusieurs jalons distincts lui apparurent comme s'ils n'en faisaient qu'un ; et il n'aperçut pas l'un des dangereux ravins escarpés où il devait un jour faire une chute fatale. Mais la compensation fut l'ampleur unique du panorama qu'il avait sous les yeux. Comparées au tableau que Trotsky esquissa dans sa cellule de la forteresse, les prédictions politiques des plus illustres et plus avisés de ses contemporains, sans excepter Lénine et Pléhanov, apparaissent timides et confuses* » (6).

En effet, les événements de 1917 ont dramatiquement confirmé les prévisions fondamentales de Trotsky douze années plus tôt. L'incapacité des partis bourgeois et de leurs alliés dans l'aile modérée du mouvement ouvrier à répondre aux aspirations révolutionnaires de la paysannerie, et au désir de paix de la population a créé les conditions pour une radicalisation du mouvement révolutionnaire de février à octobre. Ce qu'on appelait « les tâches démocratiques » n'ont été réalisées, en ce qui concerne la paysannerie, qu'après la victoire des soviets (7). Mais une fois au pouvoir, les révolutionnaires d'octobre n'ont pas pu se limiter à des réformes uniquement démocratiques ; la dynamique de la lutte de classe les a obligés à prendre des mesures explicitement socialistes. En effet, confrontés au boycott économique des classes possédantes et à la menace croissante d'une paralysie générale de la production, les bolchéviques et leurs alliés ont été conduits — bien plus tôt que prévu — à exproprier le capital : en juin 1918, le Conseil des Commissaires du Peuple décrétait la socialisation des principales branches de l'industrie.

En d'autres termes : la révolution de 1917 a connu un processus de développement révolutionnaire ininterrompu depuis sa phase « bourgeoise-démocratique » (inachevée) de février jusqu'à sa phase « prolétarienne-socialiste » qui commence en octobre. Avec le soutien de la paysannerie, les Soviets ont combiné les mesures démocratiques (la révolution agraire) avec les mesures socialistes (l'expropriation de la bourgeoisie), ouvrant une « voie non-capitaliste », une période de transition au socialisme. Mais le parti bolchévique n'a pu prendre la direction de ce gigantesque mouvement social qui a « ébranlé le monde » que grâce à la réorientation stratégique radicale initiée par Lénine en avril 1917, selon une perspective assez proche de la révolution permanente. Inutile d'ajouter que Trotsky, en tant que président du soviet de Petrograd, dirigeant du parti bolchévique et fondateur de l'Armée rouge a lui-même joué un rôle déterminant dans la « transcroissance » socialiste de la révolution d'octobre.

Reste la question controversée de l'extension internationale de la révolution : les événements ont-ils confirmé la prévision conditionnelle de Trotsky — sans révolution en Europe, le pouvoir prolétarien en

Russie est condamné ? Oui et non. La démocratie ouvrière en Russie n'a pas survécu à la défaite de la révolution européenne (en 1919-23) ; mais son déclin n'a pas produit, comme le pensait Trotsky en 1906, une restauration du capitalisme (celle-ci n'aura lieu que bien plus tard, après 1991) mais un développement imprévu : le remplacement du pouvoir ouvrier par la dictature d'une couche bureaucratique issue du mouvement ouvrier lui-même.

Une stratégie pour les pays périphériques

C'est dans la deuxième moitié des années vingt que Trotsky va élaborer, au travers d'affrontements politiques et théoriques acharnés avec le stalinisme, les implications internationales de la théorie de la révolution permanente. Sa réflexion a été catalysée par la dramatique explosion de la lutte de classes en Chine en 1925-27, tout comme la première avait été stimulée par la révolution russe de 1905.

Dans le livre *La révolution permanente* (1928), Trotsky a, pour la première fois, présenté ses thèses sur la dynamique de la révolution sociale dans les pays coloniaux et semi-coloniaux (selon la terminologie de l'époque) de manière systématique, comme théorie valable à l'échelle mondiale. Il s'agit tout d'abord d'une polémique contre la désastreuse politique chinoise du Komintern stalinisé, qui voulait imposer aux communistes chinois la doctrine de la révolution par étapes — la révolution démocratique-bourgeoise comme étape historique séparée — et l'alliance avec la bourgeoisie nationale, représentée par le Kuomintang de Chiang-Kai-shek. Or, insiste Trotsky, en Chine, comme en Russie tsariste, la bourgeoisie, qui se sent déjà menacée par le mouvement ouvrier socialiste, ne pourra plus jouer un rôle révolutionnaire et anti-impérialiste conséquent : c'est seulement le prolétariat, en alliance avec la paysannerie, qui pourra accomplir le programme démocratique, agraire et national, dans un processus ininterrompu de « transcroissance » de la révolution démocratique en socialiste.

Le fondement théorique le plus général de cette réflexion est sans doute la loi du développement inégal et combiné, déjà implicite dans les écrits de 1906 ou dans les polémiques de 1928, mais formulée pour la première fois de façon explicite dans *L'Histoire de la Révolution russe* (1930). Elle permit à Trotsky de transcender la conception évolutionniste de l'Histoire qui faisait de celle-ci une succession d'étapes rigides prédéterminées, et d'élaborer une interprétation dialectique du processus historique, qui intègre l'inégalité de rythme — les pays « retardataires » contraints d'avancer par bonds — et le développement combiné, dans le sens du rapprochement des phases distinctes et de l'amalgame des formes archaïques avec les plus modernes. De cette approche découlent des conclusions politiques et stratégiques décisives : la fusion/articulation des conditions socio-économiques les plus avancées avec les plus arriérées est le fondement structurel de la fusion ou combinaison des tâches démocratiques et socialistes dans un processus de révolution permanente. Ou encore, pour présenter le problème sous un autre jour, une des principales conséquences politiques du développement inégal et combiné est la persistance inévitable de tâches démocratiques non résolues dans les pays capitalistes périphériques.

Rejettant l'évolutionnisme vulgaire de la doctrine stalinienne de la révolution par étapes, Trotsky souligne, dans *La révolution permanente*, qu'il ne saurait y avoir, en Chine et dans les autres pays « orientaux » — l'Amérique Latine ou l'Afrique étaient encore hors de son champ d'intérêt — une étape démocratique séparée et complète, sorte de préalable historique à une deuxième étape, de type socialiste. Les seules forces révolutionnaires authentiques sont le prolétariat et la paysannerie, et une fois qu'elles auront pris le pouvoir, « *la révolution démocratique, au cours de son développement, se transforme directement en révolution socialiste et devient ainsi une révolution permanente* » (8).

D'un point de vue logique métaphysique et abstrait, il est peut-être possible de distinguer deux étapes séparées, mais dans la logique réelle du processus révolutionnaire elles se combineront organiquement dans un tout dialectique (9). Comme l'a écrit Trotsky sans sa préface au livre de Harold Isaacs sur la Chine, « *les révolutions, ont l'a dit plus d'une fois, ont leur logique propre. Mais ce n'est pas la logique d'Aristote, et encore moins la semi-logique pragmatique du « sens commun ». C'est la fonction*

la plus haute de la pensée : la logique du développement et de ses contradictions, c'est-à-dire la dialectique » (10).

La principale limitation de l'analyse de Trotsky est de nature « sociologique » plutôt que stratégique : considérer la paysannerie uniquement comme « soutien » du prolétariat révolutionnaire et comme classe de « petits propriétaires » dont l'horizon ne va pas au-delà des demandes démocratiques. Il a du mal à admettre, par exemple, une Armée rouge chinoise composée en sa grande majorité de paysans. Son erreur — comme celle de la plupart des marxistes russes et européens — fut d'assumer, sans examen critique, l'analyse de Marx (dans le 18 Brumaire) sur la paysannerie française comme classe atomisée et petite-bourgeoise et l'appliquer aux nations coloniales et semi-coloniales dotées de caractéristiques très différentes. Cependant, dans un de ses derniers écrits, *Trois conceptions de la révolution russe* (1939) il observe : « le marxisme n'a jamais donné à son appréciation de la paysannerie comme classe non-socialiste un caractère absolu et immuable » (11).

La théorie de la révolution permanente a été doublement vérifiée au cours de l'histoire du XX^e siècle. D'une part, par les désastres résultant de l'étapisme, de l'application aveugle, par les partis communistes des pays dépendants, de la doctrine stalinienne de la révolution par étapes et du bloc avec la bourgeoisie nationale, depuis l'Espagne de 1936 jusqu'à l'Indonésie de 1965 ou le Chili de 1973. D'autre part, parce que cette théorie, telle qu'elle a été formulée dès 1906, a largement permis de prédire, d'expliquer et d'éclairer les révolutions du XX^e siècle, qui ont été toutes des révolutions « permanentes » dans les pays périphériques. Ce qui s'est passé en Russie, en Chine, en Yougoslavie, au Vietnam ou à Cuba a correspondu, dans ses grandes lignes, à l'idée centrale de Trotsky : la possibilité d'une révolution ininterrompue et combinée — démocratique et socialiste — dans un pays du capitalisme périphérique, dépendant ou colonial. Le fait que, dans l'ensemble, les dirigeants des mouvements révolutionnaires après Octobre 1917 n'aient pas reconnu le caractère « permanent » de ceux-ci (avec quelques exceptions, dont Ernesto Che Guevara), ou ne l'aient fait qu'a posteriori et dans une terminologie différente, n'enlève rien à cette correspondance historiquement effective.

L'autre dimension de la théorie qui s'est vu confirmée — surtout dans sa forme négative — c'est le concept de révolution permanente en opposition à la doctrine stalinienne du socialisme dans un seul pays. L'affirmation de Trotsky selon laquelle le socialisme ne peut exister qu'à l'échelle mondiale, qu'une révolution dans un pays périphérique ne peut que commencer la transition vers le socialisme, et que l'on ne saurait construire une société socialiste digne de ce nom à l'intérieur des limites nationales d'un seul pays a été vérifiée par la disparition peu glorieuse de l'Union Soviétique en 1991. Certes, les choses ne se sont pas passées comme il l'avait espéré — révolution politique anti-bureaucratique — mais l'échec de l'expérience bureaucratique soviétique n'est pas moins une confirmation de son hypothèse principale.

L'actualité

La théorie de la révolution permanente permet non seulement de rendre compte des grandes révolutions sociales du XX^e siècle, mais elle reste d'une surprenante actualité à l'aube du XXI^e. Pourquoi ?

Tout d'abord, parce que dans la grande majorité des pays du capitalisme périphérique — que ce soit au Moyen Orient, en Asie, en Afrique ou en Amérique Latine — les tâches d'une révolution démocratique véritable n'ont pas été accomplies : selon les cas, la démocratisation — et la sécularisation ! — de l'État, la libération de l'emprise impériale, l'exclusion sociale de la majorité pauvre, ou la solution de la question agraire restent à l'ordre du jour. La dépendance a pris des formes nouvelles, mais celles-ci ne sont pas moins brutales et contraignantes que celles du passé : la dictature du FMI, de la Banque Mondiale et bientôt de l'OMC — sur les pays endettés, c'est-à-dire de pratiquement tous les pays du Sud — par le mécanisme des plans « d'ajustement » néo-libéraux et des conditions draconiennes de paiement de la dette externe. On peut dire que, à beaucoup d'égards, le pouvoir qu'exercent ces

institutions du système financier global — au service des puissances impérialistes en général et des USA en particulier — sur la vie économique, sociale et politique de ces pays est encore plus direct, autoritaire et total que celui de l'ancien système néo-colonial.

La révolution dans ces pays ne pourra être donc qu'une combinaison complexe et articulée entre ces exigences démocratiques et le renversement du capitalisme. Aujourd'hui comme hier, les transformations révolutionnaires qui sont à l'ordre du jour dans les sociétés de la périphérie du système ne sont pas identiques à celles des pays du centre. Une révolution sociale en Inde ne saurait être, du point de vue de son programme, de sa stratégie et de ses forces motrices, une pure « révolution ouvrière » comme en Angleterre. Le rôle politique décisif — certes, non prévu par Trotsky ! — que jouent dans de nombreux pays aujourd'hui les mouvements paysans et indigènes (l'Armée Zapatiste de Libération Nationale au Mexique, le Mouvement des Travailleurs Agricoles Sans Terre (MST) brésilien, la CONAIE en Équateur) montre l'importance et l'explosivité sociale de la question agraire, et son lien étroit avec la libération nationale.

On ne peut pas imaginer, par exemple, une révolution sociale au Brésil qui ne prenne pas en charge la démocratisation effective de l'État, la libération nationale, la réforme agraire radicale, la recherche d'une voie de développement économique autonome, orientée vers les besoins sociaux de la majorité. Et vice-versa : seule une révolution sociale — c'est-à-dire anti-capitaliste — pourra réaliser ce programme démocratique, dans un processus de transformation sociale « ininterrompu ». C'est d'ailleurs ce qu'affirme le PT, Parti des Travailleurs brésilien, dans le document programmatique approuvé par son congrès de juin 1990, « Le socialisme petiste » : *« Le PT est né avec des objectifs profondément démocratiques. La démocratie a, pour le PT, un sens stratégique ; c'est un moyen et une fin ; un instrument de transformation et un objectif. Nous avons appris par notre propre expérience que la bourgeoisie n'a aucun engagement historique envers la démocratie ; elle s'en sert de façon strictement tactique, pragmatique. La démocratie intéresse en tout premier lieu les travailleurs et les masses populaires. Notre engagement pour la démocratie fait de nous des militants anticapitalistes — ce choix a marqué profondément notre lutte pour la démocratie. (...) Les documents constitutifs du PT (...) expliquaient déjà que la fin du capitalisme brésilien est une condition indispensable pour démocratiser réellement la vie brésilienne. »* (12)

Dans la lutte des pays du Sud contre la mondialisation néo-libérale, contre les institutions financières mondiales, contre l'inhumanité du système de la dette externe, contre l'imposition, par le FMI, des politiques « d'ajustement » aux conséquences sociales dramatiques, la question nationale redevient d'une actualité brûlante. Dans ce contexte, on voit à nouveau fleurir — avec ou sans la participation des partis d'origine stalinienne — les illusions de type nationaliste sur la possibilité d'un « développement national » (capitaliste), d'une vigoureuse politique de promotion de l'industrie (capitaliste) nationale, d'une alliance stratégique avec les militaires nationalistes, ou encore d'une vaste coalition de toutes les classes intéressées par une « voie économique indépendante », tournée vers le marché intérieur. La théorie de la révolution permanente permet — tout en donnant une place décisive aux aspirations de libération nationale et au combat contre les nouvelles formes de la domination impérialiste — de dépasser ce genre d'illusion en maintenant le cap sur l'inséparabilité des luttes nationales, démocratiques et socialistes, dans un seul mouvement historique.

La question nationale prend aussi dans beaucoup de pays du capitalisme périphérique — ainsi que dans l'ex-URSS et les pays de l'Europe de l'Est — une forme nouvelle, particulièrement inquiétante : les sanglants conflits inter-ethniques, inter-communautaires, inter-religieux, promus par des forces réactionnaires, souvent fascisantes, manipulés ou pas (selon les cas) par les empires occidentaux. Là aussi, seule une révolution socialiste/internationaliste peut rompre le cycle infernal des meurtres et des représailles, des vendettas communautaires, en proposant des solutions fédératives ou confédératives véritablement démocratiques, qui garantissent les droits nationaux des minorités et créent les conditions

pour l'unité des travailleurs de toutes les nations. Cela vaut notamment pour l'Asie du Sud-Est, le Moyen Orient et les Balkans.

Nous avons souvent, dans cet article, employé le conditionnel : c'est le seul temps grammatical qui corresponde à la conception de la révolution comme possibilité objective (suggéré par Trotsky dès 1906). Quelles que soient les contradictions sociales profondes des pays dépendants, la révolution n'est jamais « inévitable », le produit « nécessaire » de la crise du capitalisme ou de l'aggravation de la misère. Tout ce que l'on peut avancer c'est une proposition conditionnelle : tant qu'une authentique révolution socialiste/démocratique — dans un processus « permanent » — n'a pas eu lieu, il est peu probable que les pays du Sud, les nations du capitalisme périphérique puissent commencer à apporter une solution aux problèmes « bibliques » (l'expression est d'Ernest Mandel) qui les affligent : pauvreté, misère, chômage, inégalités sociales criantes, discriminations ethniques, manque d'eau et de pain, domination impérialiste, régimes oligarchiques, monopolisation de la terre par les latifondistes... ■

* **Michael Löwy** est chercheur au CNRS. Auteur de nombreuses études, dont, en particulier *Sur la Révolution Permanente* (Cahier d'étude et de recherche de l'Institut International de Recherche et de Formation d'Amsterdam (1987) et, récemment, *Étoile du Matin, Surréalisme et Marxisme*, Paris, Syllepse 2000.

Notes

1. Marx, Engels, *Manifeste du Parti Communiste*, Pekin, 1966, p. 6.
2. Sur les différences entre Parvus et Trotsky, voir Alain Brossat, *Aux origines de la révolution permanente : la pensée politique du jeune Trotsky*, Paris, Maspero, 1974. Sur les convergences et divergences entre Lénine, Rosa Luxembourg et Trotsky, voir le remarquable livre de Norman Geras, *The Legacy of Rosa Luxemburg*, London, New Left Books, 1976.
3. Trotsky, *1905*, Paris, Minuit, 1969, pp. 374, 383.
4. Trotsky, *Bilan et Perspectives*, dans *1905*, p. 420.
5. Trotsky, *Bilan et Perspectives*, 1905, p. 397.
6. Isaac Deutscher, *Trotsky. 1. le prophète armé*, Paris, Julliard, 1962, pp. 222-223. Deutscher ajoute ceci : « Cette brochure de quatre-vingt pages comprend toute la substance de sa pensée. Pendant tout le reste de sa vie, comme dirigeant de la révolution, comme créateur et chef de l'armée, comme animateur de la nouvelle Internationale et enfin comme exilé pourchassé, il défendra et explicitera les thèses qui se trouvent ramassées dans son ouvrage de 1906 ».
7. Comme l'écrira Lénine plus tard, « ce furent les bolchéviques (...) qui, grâce à la victoire de la révolution prolétarienne, ont aidé les paysans à mener la révolution démocratique bourgeoise vraiment jusqu'au bout ». Lénine, *Œuvres Complètes*, Moscou, vol. 28, p. 314.
8. L. Trotsky, *La révolution permanente*, dans *De la Révolution*, Paris, Minuit, 1963, p.366.
9. Ibid. pp. 334,345
10. L. Trotsky, *Révolution et guerre en Chine*, *Œuvres*, vol. 16, ILT, 1985, p. 149
11. L. Trotsky, *Œuvres*, vol. 21, p. 354.
12. « Le socialisme pétiste », *Inprecor*, n° 317, novembre 1990, p. 23.

L'impérialisme du XXIe siècle

KATZ Claudio

juin 2002

Le renouveau de l'intérêt pour l'étude de l'impérialisme a modifié le débat sur la mondialisation, centré jusque là exclusivement sur la critique du néolibéralisme et sur les traits nouveaux de la mondialisation. Un concept développé par les principaux théoriciens marxistes du XXe siècle - qui a connu une large diffusion aux cours des années 1970 - attire à nouveau l'attention des chercheurs du fait de l'aggravation de la crise sociale du Tiers-Monde, de la multiplication des conflits armés et de la concurrence mortelle entre les firmes.

[...]

Trois modèles en discussion

La vigueur de la théorie classique de l'impérialisme pour expliquer les relations de domination entre le centre et la périphérie est accablante. Mais son actualité pour clarifier les rapports contemporains entre les grandes puissances est plus sujette à controverses. Dans ce second sens le concept de l'impérialisme ne vise plus à éclaircir les causes du retard structurel des pays sous-développés, mais prétend clarifier le type d'alliances et de rivalités prédominantes au sein du camp impérialiste. Divers auteurs (11) ont remarqué l'importance de la distinction entre les deux significations, signalant que les modalités de domination périphérique et celles des rapports entre les puissances suivaient des cours historiquement différents.

La distinction entre la phase impérialiste et la phase libre-échangiste du capitalisme, proposée par les théoriciens marxistes du début du XXe siècle, est le point de départ traditionnel pour analyser ce second aspect. Avec cette distinction ils cherchaient à caractériser une nouvelle étape du système, caractérisée par la répartition des marchés entre les puissances au travers de la guerre.

Lénine avait attribué cette tendance au conflit inter-impérialiste ouvert à la place centrale des monopoles et du capital financier, Rosa Luxembourg à la nécessité de chercher des sorties externes au rétrécissement de la demande, Boukharine au choc entre les intérêts expansionnistes et protectionnistes des grandes firmes et Trotsky à l'aggravation des inégalités économiques générée par l'accumulation elle-même. Ces interprétations prétendaient expliquer pourquoi la concurrence entre les groupes monopolistes qui a commencé par la confrontation commerciale et l'établissement des zones monétaires avait débouché sur un conflit sanglant.

Cette caractérisation sembla désactualisée après la seconde guerre mondiale, lorsque la perspective de conflits armés entre les puissances tendit à disparaître. L'hypothèse d'un tel choc était écartée ou du moins rendue très improbable au fur et à mesure que la concurrence économique entre les diverses firmes et leurs États s'était concentrée dans des rivalités plus continentales. Ces changements ont modifié les termes de l'analyse du second aspect de la théorie de l'impérialisme.

Au cours des années 1970, Ernest Mandel (12) a synthétisé la nouvelle situation au travers d'une analyse de trois modèles possibles de l'évolution de l'impérialisme : la concurrence inter-impérialiste, le transnationalisme (originellement nommé « ultra-impérialisme ») et le superimpérialisme. Estimant que le trait dominant de l'accumulation est la rivalité croissante, il attribuait à la première alternative la plus grande probabilité. Il pronostiquait aussi que la concurrence intercontinentale allait s'approfondir avec la formation d'alliance régionales.

L'économiste belge avait mis en question la seconde perspective, anticipée par Kautsky et défendue par les auteurs qui envisageaient la constitution d'associations transnationales libérées des origines

géographiques de leurs composantes (13). Mandel considérait que bien que l'internationalisation des entreprises multinationales affaiblisse leurs racines nationales, une grande succession de fusions entre propriétaires de firmes d'origines différentes n'était pas probable. Tenant compte du caractère concurrentiel de la reproduction capitaliste, il estimait encore moins faisable le soutien d'un tel processus par la constitution « d'États mondiaux ». De plus, il considérait très improbable que les firmes soient indifférentes envers la conjoncture économique dans leurs pays d'origine et qu'en conséquence elles puissent se passer des politiques anti-cycliques nationales, ce qu'une intégration de ce type supposerait. Il a donc écarté ce scénario, arguant que le développement inégal du capitalisme et ses crises créaient des tensions incompatibles avec la survie à terme d'alliances transnationales.

La troisième alternative, superimpérialiste, supposait la consolidation de la domination d'une puissance sur les autres et la soumission des perdants à des rapports similaires à ceux en vigueur avec les pays périphériques. Mandel considérait dans ce cas que la suprématie atteinte par les États-Unis ne mettait pas pour autant l'Europe et le Japon au même niveau de dépendance que les nations sous-développées. Il soulignait que l'hégémonie politique et militaire nord-américaine n'impliquait pas pour autant sa suprématie économique structurelle à long terme.

Comment ces trois perspectives peuvent-elles être analysées aujourd'hui ? Quelles sont les tendances qui prévalent au début du XXI^e siècle : la concurrence inter-impérialiste, l'ultra-impérialisme ou le superimpérialisme ?

Les changements de la concurrence inter-impérialiste

L'interprétation initiale de la thèse de l'impérialisme en tant qu'étape de la rivalité guerrière entre les puissances n'a pratiquement plus de partisans. Il existe par contre une version affaiblie de cette vision, centrée actuellement non sur le dénouement militaire mais sur l'analyse de la concurrence économique.

Certains analystes soulignent l'intervention active des États impérialistes pour étayer cette concurrence et mettent en valeur la vigueur des politiques néo-mercantilistes employées pour affaiblir les firmes rivales (14). D'autres auteurs remarquent l'homogénéité de l'origine des propriétaires des firmes et le caractère prioritaire de leurs marchés internes dans leur activité (15). Cet assujettissement des firmes à leur base nationale permet d'expliquer, de l'avis de certaines études, pourquoi la tendance à la formation de blocs régionaux est plus significative que la mondialisation commerciale, financière ou productive (16). Le fait que la croissance nord-américaine de la dernière décennie se soit réalisée aux dépens de leurs rivaux est également interprété comme l'expression du retour à la concurrence inter-impérialiste. Ces manières de voir coïncident en présentant la mondialisation comme un processus cyclique de phases d'expansion et de contraction du niveau d'internationalisation de l'économie (17).

Cette variété d'arguments contribue à réfuter la mythologie néolibérale sur « la fin des États », la « disparition des frontières » et la « mobilité sans limites du travail ». La thèse de la concurrence inter-impérialiste démontre comment cette rivalité limite les délocalisations industrielles, la libéralisation financière et l'ouverture commerciale, mettant en relief le fait que la concurrence entre blocs exige une certaine stabilité géographique des investissements, restreignant les mouvements des capitaux et les politiques commerciales de chacun des États.

Mais tout en démentant de manière convaincante les simplifications mondialisantes, ces contributions ne parviennent pas à mettre en lumière les différences qui existent entre le contexte actuel et celui en vigueur au début du XX^e siècle. Il est certain que la concurrence inter-impérialiste continue à déterminer le cours de l'accumulation. Mais pourquoi la concurrence entre les puissances ne conduit-elle pas actuellement à des conflits guerriers directs ? La même concurrence se déroule aujourd'hui dans le cadre d'une forte solidarité capitaliste étant donné que les États-Unis, l'Europe et le Japon partagent les mêmes objectifs de l'OTAN et agissent dans un bloc commun d'États dominants

face aux divers conflits militaires.

On pourrait l'interpréter en disant que la portée mutuellement destructive des armes nucléaires a changé le caractère des guerres, neutralisant les conflits ouverts. Mais un tel raisonnement explique seulement les modalités de la dissuasion du choc entre les États-Unis et l'ex-URSS, sans éclaircir le fait que les trois rivaux impérialistes évitent également un tel affrontement. De même s'il est certain que la « lutte contre le communisme » avait dilué la concurrence entre puissances capitalistes, ce conflit n'a pas changé de nature depuis la fin de la « guerre froide ».

En réalité le choc entre les puissances a été médiatisé par le saut dans la mondialisation. L'activité capitaliste internationale tend à s'entrelacer avec la croissance du commerce qui dépasse celle de la production, la formation d'un marché financier planétaire et la gestion mondialisée des affaires par les 51 firmes qui donnent le ton parmi les 100 plus grandes entreprises mondiales.

La stratégie productive de ces firmes se fonde sur la combinaison des trois options : approvisionnement des facteurs de production, production intégrale pour le marché local et fragmentation de l'assemblage des parts fabriquées dans différents pays. Cette mixture de la production horizontale (récréant dans chaque région le modèle du pays d'origine) et de la production verticale (division du processus de production en accord avec un plan mondial de spécialisation) implique un niveau d'association plus important entre les capitaux internationalisés (18). Les firmes qui définissent leur stratégie à l'échelle mondiale tendent par ailleurs à prédominer sur les moins internationalisées, comme le démontre, par exemple, le poids des firmes du premier type dans les fusions de la dernière décennie (19).

Cette avancée de la mondialisation explique aussi pourquoi les tendances protectionnistes n'atteignent pas actuellement la dimension des années 1930 et ne débouchent pas sur la formation de blocs complètement fermés. Le néo-mercantilisme coexiste avec la pression opposée en faveur de la libéralisation commerciale, car l'échange interne entre les entreprises localisées dans différents pays s'est accru notablement. Cela n'apparaît pas clairement dans les statistiques courantes, car les opérations entre firmes internationalisées réalisées sur un marché national sont généralement comptabilisées en tant que transactions internes à ce pays (20).

Cette avancée de la mondialisation qui affaiblit la concurrence traditionnelle entre les puissances impérialistes exprime une tendance dominante et non seulement un va-et-vient cyclique du capitalisme. Les périodes de retrait national ou régional sont des mouvements contrariant cette impulsion centrale d'amplification du rayon d'action géographique du capital. Le frein à cette tendance provient des déséquilibres générés par l'expansion mondiale et non de la pendularité structurelle de ce processus.

En dernière instance la pression mondialisatrice est la force dominante car elle reflète l'action croissante de la loi de la valeur à l'échelle internationale. Plus les entreprises transnationales prennent de l'importance et plus est grand le champ de la valorisation du capital à l'échelle globale au détriment des aires exclusivement nationales. Cette influence exprime la tendance à la formation des prix mondiaux qui représentent de nouveaux étalons du temps de travail socialement nécessaire pour la production des marchandises (21).

La gestion internationalisée des affaires érode la vigueur du modèle classique de la concurrence inter-impérialiste. Mais cette transformation n'est pas perceptible si l'on observe la mondialisation en cours comme un « processus aussi vieux que le capitalisme lui-même ». Cette attitude tend à ignorer les différences qualitatives qui séparent chaque étape de ce processus et cette distinction est vitale si l'on veut comprendre pourquoi l'internationalisation de la Compagnie des Indes du XVI^e siècle, par exemple, a peu de choses en commun avec la fabrication mondialement segmentée de General Motors.

La rivalité contemporaine entre les firmes se déroule dans un cadre d'activité plus concerté. C'est au sein des organismes mondiaux d'activité politique (ONU, G8), économique (FMI, BM, OMC) ou

militaire (OTAN) que cette activité commune se négocie. A la différence du passé, l'activité traditionnelle des blocs concurrents coexiste avec l'influence croissante de ces institutions, qui agissent en écho des intérêts des firmes internationalisées.

C'est pourquoi le remodelage contemporain des territoires, des législations et des marchés s'accomplit dans ces hautes instances et non au moyen de la guerre entre puissances. S'il est évident que la nouvelle configuration impérialiste se nourrit de massacres guerriers systématiques, la scène de ces massacres est périphérique. La multiplication de ces conflits ne conduit pas à des guerres inter-impérialistes et ce changement est dû au saut qualitatif de la mondialisation, que le vieux modèle de concurrence inter-impérialiste ne permet pas de voir ni d'expliquer.

L'exagération transnationaliste

Certains défenseurs de l'hypothèse transnationaliste estiment que les firmes actuelles opèrent déjà de manière déconnectée de leur pays d'origine (22). D'autres (23) attribuent l'apparition du « capital mondial (global) » à l'informatisation de l'économie, à la substitution de l'activité industrielle par l'action des réseaux et à l'expansion du travail immatériel. Ils en concluent que cette conjonction élimine la centralité du processus de production, favorise la gestation d'un marché planétaire et renforce « l'extra-territorialité de l'empire ».

Cette vision tend à interpréter les tendances embryonnaires comme des faits avérés et à déduire de l'association croissante entre les capitaux internationaux un niveau d'intégration qui ne se vérifie aucunement. La transnationalisation des capitaux ne constitue actuellement que le début d'un processus de transformation structurelle, qui dans le passé avait nécessité des siècles. Aucune évidence de la dernière décennie ne suggère la présence d'un raccourcissement si radical du rythme historique du capitalisme (24).

Le transnationalisme exagère la montée du capital mondial, reflétant une certaine pression médiatique pour construire des nouveautés théoriques au rythme de la consommation journalistique. Il suffit d'observer le paramètre indiqué par Mandel - la sensibilité des firmes mondialisées à chaque conjoncture économique nationale - pour invalider la thèse ultra-impérialiste. Les quatre traits centraux du cours économique des années 1990 - croissance nord-américaine, stagnation européenne, dépression japonaise et écroulement de la périphérie - illustrent l'inexistence d'une évolution commune du « capital mondialisé ». Les profits et les pertes de chaque groupe de firmes ont dépendu de leur situation dans chaque région. Que la croissance états-unienne ait été soutenue par la chute de leurs rivaux confirme l'existence d'un bloc gagnant différencié des firmes européennes et japonaises.

Certaines formes d'association mondiale commencent à émerger et pour la première fois des alliances structurelles transatlantiques et transpacifiques ont vu le jour entre firmes européennes, nord-américaines et nipponnes. Ce type de connexions affaiblit la cohésion de l'Union européenne, oblige les États-Unis à fixer leur politique économique en fonction du financement externe et pousse le Japon à poursuivre l'ouverture à contre-cœur de ses marchés. Mais ces liens n'éliminent pas l'existence de blocs concurrents structurés autour des vieux nœuds étatiques.

Dans ses variantes modérées le transnationalisme ignore que l'ALENA (Accord de libre échange nord-américain), l'Union européenne ou l'ASEAN expriment ces pôles rivaux. Mais dans la variante extrême de Negri cette conception propage, qui plus est, toute sorte de fantaisies au sujet du « décentrage » géographique, méconnaissant que l'activité stratégique des firmes continue à être basée aux États-Unis, en Europe ou au Japon. La liaison mondiale a créé un nouveau cadre commun pour la concurrence, sans éliminer pour autant les ciments territoriaux de cette compétition.

Il est d'autre part certain que la transformation informatique favorise l'entrelacement mondial du

capital, car elle tend à amalgamer l'activité financière, accélère les transactions commerciales et accentue la réorganisation du processus du travail. Mais la révolution technologique renforce également la concurrence et la nécessité d'alliances régionales entre les firmes qui se disputent les marchés. « L'économie de réseaux » non seulement unifie mais aussi accentue la compétence nationale. L'application des nouvelles technologies de l'information est guidée par les paramètres capitalistes de profitabilité, de concurrence et d'exploitation qui empêchent les flux indiscriminés d'investissements à l'échelle mondiale ou des mouvements sans restriction de la main-d'œuvre. Leur localisation dépend des conditions d'accumulation et de valorisation du capital, qui obligent les 200 firmes mondialisées à concentrer leurs centres opérationnels dans une petite poignée de pays centraux.

Classes et États - II

Certains considèrent que la transnationalisation du capital a donné lieu à un processus équivalent sur le terrain des classes dominantes et des États, mentionnant comme des évidences de ce changement la montée des investissements étrangers, l'internationalisation du travail et le poids des organismes mondiaux (25). Negri (26) considère même établie la formation d'un nouvel ordre juridique - inspiré de la Constitution américaine - surgi des transferts de souveraineté au centre impérial de l'ONU.

Un tel schéma est totalement forcé car il n'existe aucun indice d'une mondialisation complète de la classe dominante. Quelles que soient ses divisions internes, la bourgeoisie nord-américaine constitue un regroupement clairement différencié de ses homologues japonais ou européen. Ces classes agissent au travers des gouvernements, des institutions et des États distincts, défendant des politiques douanières, fiscales, financières et monétaires propres en fonction de leurs intérêts spécifiques. Même l'intégration de certaines bourgeoisies autour d'un État supranational - comme dans le cas de l'Europe - ne convertit pas leurs membres en « capitalistes mondiaux », car ils ne sont pas liés de la même manière avec leurs concurrents extra-continentaux dans un même État.

L'éventuelle transnationalisation de la couche gestionnaire de certaines firmes et des couches dirigeantes des organismes internationaux ne témoigne pas plus du surgissement d'une classe dominante mondiale. Ce staff de fonctionnaires cosmopolites forme une bureaucratie ayant de hautes responsabilités, mais ne constitue pas une classe (27). Le principal paramètre pour évaluer l'existence d'une telle formation sociale - la propriété des moyens de production - indique clairement une fragmentation géographique de la bourgeoisie suivant la vieille structure de nations. Les propriétaires de chaque entreprise transnationale sont nord-américains, européens ou japonais et non « citoyens du monde ». Les actes de propriété des 500 firmes les plus importantes confirment cette connexion nationale : 48 % d'entre elles appartiennent à des capitalistes nord-américains, 30 % aux européens et 10 % aux japonais (28).

De plus, le FMI, l'OMC ou le WEF (World Economic Forum, Forum économique mondial) ne sont pas des structures étatiques homogènes, mais des centres de négociation des diverses firmes qui défendent à travers leurs représentants étatiques diverses conceptions d'accords commerciaux et de traités d'investissements. Les firmes s'appuient sur ces structures pour lutter contre leurs rivaux. Lorsque, par exemple, Boeing et Airbus se disputent le marché aéronautique mondial, ils ont plus recours aux lobbystes des États-Unis et de l'Europe qu'aux fonctionnaires de l'OMC. Dans la concurrence inter-impérialiste ce sont des États ou des blocs régionaux qui s'entrechoquent et non des enlacements inter-firmes du type Toyota-General Motors contre Chrysler-Daimler Benz.

Le rôle privilégié que maintiennent les États démontre que les principales fonctions capitalistes de cette institution (garantir le droit de propriété, préparer les conditions de l'extraction et de la réalisation de la plus-value, assurer la coercition et le consensus) ne peuvent se mondialiser aussi rapidement que les affaires (29). Même si un État transnational pouvait trouver maintenant les ressources, l'expérience et

le personnel suffisant pour remplir pleinement, par exemple, les fonctions répressives, il lui manquerait l'autorité que chaque bourgeoisie a conquise dans sa nation à travers les siècles pour exercer cette tâche.

Negri ignore ces contradictions en postulant l'existence d'une nouvelle souveraineté impériale de l'ONU. Il déduit cette capacité d'une analyse juridique restrictive et totalement déconnectée de la logique du fonctionnement du capital. Mais ce qui est le plus surprenant c'est sa présentation candide des Nations Unies comme un système oppresseur au sommet (Conseil de sécurité) et démocratique à la base (Assemblée générale), oubliant que cette institution - à tous ses niveaux - agit comme un pilier de l'ordre impérialiste actuel. Cette bienveillance s'appuie, de sa part, sur un regard apologétique de la Constitution nord-américaine, qui méconnaît comment l'élite de ce pays a construit un système politique d'oppression, médié par un mécanisme de contre-pouvoirs destiné à déjouer le mandat populaire (30). Cette vision de la souveraineté impériale pousse à l'extrême les erreurs du point de vue transnationaliste, car elle exagère sa principale faiblesse : la méconnaissance du fait que la plus grande intégration mondiale du capital se réalise dans le cadre des États et des classes dominantes existantes ou régionalisées.

Les erreurs du « superimpérialisme »

La caractérisation de la domination absolue des États-Unis est partiellement implicite dans la thèse de l'empire. Bien que Negri (31) souligne que l'empire « manque de centre territorial », il explique aussi que toutes les institutions de la nouvelle étape dérivent d'antécédents états-uniens et s'érigent en opposition à la décadence européenne.

Cette interprétation converge avec toutes les caractérisations qui identifient le leadership nord-américain actuel avec la « prédominance d'une seule puissance », « l'unipolarité du monde » ou la consolidation de « l'ère états-unienne ». Ces visions actualisent la théorie du superimpérialisme, qui postule l'hégémonie totale d'un rival sur ses concurrents.

Le support empirique de cette thèse surgit de l'avancée nord-américaine retentissante au cours de la dernière décennie, en particulier sur le terrain politique et militaire. Pendant que l'action des Nations Unies s'est alignée sur les priorités des États-Unis, la présence du gendarme nord-américain s'est étendue à tous les recoins de la planète, à travers les accords avec la Russie et l'intervention dans les régions - telle l'Asie centrale ou l'Europe orientale - qui étaient jusque là hors de son contrôle.

Les États-Unis détiennent une claire supériorité technologique et productive face à leurs rivaux. Cette suprématie s'est vérifiée dans la récession mondiale actuelle, car le niveau d'activité économique mondiale présente un degré extraordinaire de dépendance envers le cycle nord-américain.

Les États-Unis ont repris au cours des années 1990 le leadership que détenait l'Europe au cours des années 1970 et le Japon au cours des années 1980. Depuis le gouvernement Reagan la première puissance exploite les avantages que lui donne sa suprématie militaire pour financer sa reconversion économique avec les ressources du reste du monde. En certaines période elle fait baisser le dollar (pour relancer les exportations) et en d'autres elle favorise l'enchérissement de sa devise (pour absorber les capitaux extérieurs). De même elle impulse alternativement la libéralisation commerciale et le protectionnisme dans les secteurs où elle détient respectivement une supériorité ou une infériorité concurrentielle. Cette récupération de l'hégémonie s'explique à la fois par l'implantation internationale des firmes nord-américaines et parce que le capitalisme nord-américain s'est orienté depuis les siècles passés vers la pénétration des marchés intérieurs de ses concurrents.

Néanmoins aucun de ces faits ne prouve l'existence du superimpérialisme tant que la suprématie nord-américaine n'a pas conduit à la soumission de l'Europe et du Japon. Les conflits qui opposent les

grandes puissances ont l'envergure de conflits inter-impérialistes et ne sont pas comparables aux chocs entre pays centraux et périphériques. Dans les différends commerciaux avec les États-Unis la France ne se comporte pas comme l'Argentine, au sein du FMI le Japon ne mendie pas de crédits mais se comporte en créateur et l'Allemagne est le coauteur et non la victime des résolutions du G8.

Les relations entre les États-Unis et leurs concurrents ne présentent pas les traits d'une domination impériale. La primauté nord-américaine dans les relations géopolitiques est indiscutable, mais « le lien transatlantique » n'implique pas la subordination de l'Europe et « l'axe pacifique » ne se caractérise pas par l'assujettissement du Japon à chaque exigence des États-Unis (32).

La thèse superimpérialiste exagère le leadership nord-américain et méconnaît les contradictions de ce leadership. Gowan (33) juge justement que la forme de domination « suprématiste » (au détriment de leurs rivaux) et non « hégémonique » (partageant les fruits du pouvoir) des États-Unis sape leur leadership. La force des États-Unis se construit, de plus, à travers les entrelacements et non - comme dans le passé - à travers l'écrasement armé de leurs concurrents. Et cette modalité oblige à forger des alliances qui, ne surgissant pas d'une solution militaire, sont plus fragiles. Le caractère élitiste de l'impérialisme actuel, c'est-à-dire privé du soutien massif, chauvin et patriotique du début du XXe siècle, érode également la supériorité de la première puissance.

La suprématie états-unienne s'exerce en pratique à travers les guerres dans les zones périphériques les plus chaudes de la planète. Pourtant ce bellicisme même affaiblit le cours superimpérialiste car ces agressions systématiques renforcent l'instabilité. La nouvelle doctrine de la « guerre sans fin » qu'applique l'administration Bush approfondit cette perte de contrôle, car elle rompt avec la tradition d'affrontements limités et sujets à une certaine proportionnalité entre les moyens employés et les fins poursuivies. Dans les campagnes contre l'Irak, le « trafic des stupéfiants » ou le « terrorisme » les États-Unis cherchent à créer un climat de peur permanente par des agressions sans durée délimitée ni objectifs précis (34).

Ce type d'action impérialiste non seulement disloque les nations, désintègre les États et détruit les sociétés mais de plus il génère ce type « d'effet boomerang » que les États-Unis ont expérimenté dans leur propre chair avec les talibans. La « guerre totale » sans scrupules juridiques déstabilise « l'ordre mondial » et détériore l'autorité de ses auteurs. C'est pour cela que la perspective du superimpérialisme ne s'est pas réalisée et est menacée par l'action de domination des États-Unis eux-mêmes.

Une combinaison des trois modèles

Aucun des trois modèles alternatifs à celui de l'impérialisme classique ne permet d'éclairer les rapports actuellement prédominants entre les grandes puissances. La thèse de la concurrence inter-impérialiste n'explique pas les raisons qui inhibent la confrontation militaire et ignore l'avancée de l'intégration des capitaux enregistrée. L'orientation transnationaliste méconnaît que les rivalités entre les firmes continuent à être médiées par l'action des classes et des États nationaux ou régionaux. La vision superimpérialiste ne tient pas compte de l'absence de relations de subordination entre les économies développées comparables à celles en vigueur avec la périphérie.

Ces insuffisances conduisent à penser que la rivalité, l'intégration et l'hégémonie contemporaines tendent à se combiner en un nouveau type de liens, plus complexes que ceux imaginés dans les années 1970. Étudier cet enchevêtrement est plus utile que se demander lequel des trois modèles conçus est prévalent en ce moment. Au cours des dernières décennies l'avancée de la mondialisation a stimulé l'association transnationale des capitaux et a aussi conduit une puissance à assumer le leadership pour maintenir la cohésion du système (35).

Reconnaître cette combinaison permet de comprendre le caractère intermédiaire de la situation actuelle.

Pour le moment ni la rivalité, ni l'intégration, ni l'hégémonie ne prédominent pleinement, mais on observe un changement des rapports de forces à l'intérieur de chaque puissance, qui favorise les secteurs transnationalisés au détriment des secteurs nationaux au sein des États et des classes existantes (36). Cette incertitude de positions diffère d'un pays à l'autre (au Canada ou aux Pays-Bas la fraction mondialisée est sans doute plus forte qu'aux États-Unis ou en Allemagne) et d'un secteur à l'autre (dans l'industrie automobile la transnationalisation est plus grande que dans la sidérurgie). Le capital s'internationalise alors que les vieux États nationaux continuent à garantir la reproduction générale du système.

La nouvelle combinaison de rivalité, intégration et suprématie impérialistes fait partie des grandes transformations récentes du capitalisme. Elle s'inscrit dans le cadre d'une étape caractérisée par l'offensive du capital contre le travail (hausse du chômage, de la pauvreté et la flexibilisation du travail), par son expansion sectorielle (privatisations) et géographique (vers les ex-« pays socialistes »), par la révolution informatique et la dérégulation financière.

Ces processus ont altéré le fonctionnement du capitalisme et multiplié les déséquilibres du système en affaiblissant la régulation étatique des cycles économiques et en stimulant la rivalité entre les firmes. Les vieilles institutions politiques perdent de l'autorité au fur et à mesure qu'une partie du pouvoir réel se déplace vers les nouveaux organismes mondialisés, qui manquent à la fois de légitimité et de soutien populaire. De plus, l'escalade militaire impérialiste provoque des effondrements dans les régions périphériques, approfondissant l'instabilité mondiale (37).

Ces contradictions sont caractéristiques du capitalisme et ne présentent nullement ces similitudes avec l'empire romain que postulent de nombreux auteurs. De telles analogies soulignent l'identité des mécanismes d'inclusion ou d'exclusion des groupes dominants dans le centre impérial (38), la similitude institutionnelle (Monarchie-Pentagone, Aristocratie-Firmes, Démocratie-Assemblée de l'ONU) (39) ou la décadence commune des deux systèmes (la chute de Rome-« le pourrissement » du régime actuel) (40).

Mais le capitalisme contemporain n'est pas érodé par une expansion territoriale démesurée, il n'est pas corrodé par le ralentissement agricole, l'improductivité du travail ou le gaspillage de la caste dominante. A la différence du mode de production esclavagiste, le capitalisme ne génère pas la paralysie des forces productives mais leur développement incontrôlé et sujet à des crises cycliques.

Les contradictions dérivées de l'accumulation, de l'extraction de la plus-value, de la valorisation du capital ou de la réalisation de la valeur conduisent à des crises mais non à l'agonie de l'Antiquité. Mais la différence cruciale réside dans le rôle joué par les sujets sociaux avec des capacités de transformation historique qui n'existaient pas au cours de la décadence romaine.

Les domaines de la résistance populaire

Les travailleurs, exploités et opprimés de toute la planète, sont les adversaires de l'impérialisme du XXI^e siècle. Leur action a modifié au cours des dernières années le climat de triomphalisme néolibéral qui prévalait dans l'élite de la classe dominante depuis le début des années 1990. Un sentiment de désorientation a commencé à s'installer parmi « l'establishment » mondialisateur, comme le prouvent les critiques contre le cours économique actuel formulées par les papes du néolibéralisme.

Soros, Stiglitz ou Sachs écrivent aujourd'hui des livres pour dénoncer l'absence du contrôle des marchés, les excès de l'austérité ou les inconvénients des ajustements extrêmes. Leurs caractérisations sont aussi superficielles que le furent les éloges débordants qu'ils adressaient hier au capitalisme. Ils n'apportent aucune réflexion valable mais témoignent du malaise apparu aux sommets de l'impérialisme devant le désastre social créé au cours des années de l'euphorie privatisatrice.

Ces mises en cause du « capitalisme sauvage » reflètent les avancées de la résistance populaire, parce que les maîtres du monde ne peuvent plus conférer en paix. Leurs rencontres dans les points reculés, au cours de réunions retranchées, doivent toujours affronter les manifestations du mouvement altermondialiste (mouvement pour une autre mondialisation, appelé aussi mouvement antimondialisation libérale). Ils ne peuvent s'isoler à Davos, fuir la scandaleuse répression de Gênes, ni ignorer les défis de Porto Alegre. Il n'y a plus de « pensée unique » ni de « seule alternative » et avec le développement des questionnements populaires décroît l'image de la toute-puissance impérialiste.

Les participants du mouvement altermondialiste sont les principaux artificiers de ce changement. Cette résistance a déjà dépassé l'impact médiatique provoqué par le boycott des sommets de présidents, chefs d'entreprises et banquiers. Seattle marque « un avant et un après » pour le développement de cette lutte, qui n'a pas été abattue après le 11 septembre [2001]. Les prévisions d'un grand reflux ont été rapidement démenties et l'intimidation « anti-terroriste » n'a pas fait vaciller les rangs des manifestants. Entre octobre et décembre de l'année passée 250 000 jeunes se sont mobilisés à Pérouse, 100 000 à Rome, 75 000 à Londres et 350 000 à Madrid. En février la seconde rencontre du Forum social mondial à Porto Alegre a surpassé la représentativité des réunions antérieures et peu après une marche à Barcelone a réuni 300 000 manifestants. La mobilisation la plus récente, à Séville contre « l'Europe du capital », a réuni 100 000 personnes. Ces événements confirment la vitalité d'un mouvement qui tend à incorporer à son action la lutte contre le militarisme. Un mouvement anti-guerre commence à pointer, sur les traces des luttes contre les crimes de guerre en Algérie dans les années 1960 et au Viêt-nam dans les années 1970 (41).

La classe ouvrière se profile comme l'autre adversaire de l'impérialisme, tant par sa convergence avec le mouvement altermondialiste (très significative à Seattle) que par le renouveau des luttes revendicatives. L'étape du reflux sévère inauguré par les défaites des années 1980 (FIAT-Italie en 1980, mineurs britanniques en 1984-85) tend à se renverser depuis le milieu des années 1990, rythmé par d'importantes mobilisations en Europe (grèves en France et en Allemagne) et dans la périphérie la plus industrialisée (Corée, Afrique du Sud, Brésil). L'extraordinaire mobilisation de millions de travailleurs italiens en mai dernier et la puissante grève générale en Espagne confirment cette remontée de la classe ouvrière.

Les soulèvements populaires dans la périphérie représentent le troisième défi pour l'impérialisme. Les exemples de cette résistance en Amérique du Sud sont incontestables, à commencer par l'extension significative de la rébellion argentine. Au fur et à mesure que la « contagion économique » irradie les nations voisines (fuites des capitaux, faillites bancaires et baisse des investissements), se répand également la « contagion politique » avec les manifestations et concerts de casseroles en Uruguay, les grandes mobilisations paysannes au Paraguay et les soulèvements massifs contre les privatisations au Pérou.

D'autre part l'intervention populaire contre le coup d'État au Venezuela marque le début d'une réaction massive contre la politique pro-dictatoriale promue par l'impérialisme nord-américain. Ce succès des opprimés constitue seulement le premier round d'un affrontement qui connaîtra de nombreux épisodes car le Département d'État a entamé une escalade de provocations contre tout gouvernement, tout peuple et toute politique qui ne se plie pas servilement devant ses exigences.

A l'échelle mondiale le cas le plus dramatique de ces agressions est le massacre des Palestiniens. Le niveau de la sauvagerie impérialiste au Moyen-Orient rappelle les grandes barbaries de l'histoire coloniale et c'est pourquoi la résistance populaire dans cette région est emblématique et réveille la solidarité de tous les peuples de la planète.

Le mouvement altermondialiste, la remontée de la classe ouvrière et les rébellions à la périphérie démontrent les limites de l'offensive du capital. Au bout d'une décennie de sauvagerie sociale les

rapports de forces commencent à changer et ce retournement ouvre un nouvel espace idéologique pour la pensée critique qui rendra attractives les idées du socialisme. Au fur et à mesure que le néolibéralisme perd de son prestige, le socialisme cesse d'être un mot interdit et le marxisme n'est déjà plus regardé comme une pensée archaïque. Cette renaissance pose à nouveau à l'ordre du jour diverses questions de la stratégie socialiste.

Quatre défis politiques

Un nouvel internationalisme a fait irruption avec les marches cosmopolites en faveur d'une « autre mondialisation ». Ces mobilisations sont marquées par une forte remise en question des principes de compétence, d'individualisme et du profit et ont déjà généré une avancée de la conscience anticapitaliste, qui se reflète dans certains mots d'ordre de ces marches (« le monde n'est pas une marchandise »). Contribuer à transformer cette critique embryonnaire du capital en une proposition émancipatrice est la première tâche qui incombe aux socialistes.

Cette alternative est déjà débattue dans les forums mondiaux, lorsqu'on analyse les perspectives sociales de l'internationalisme spontané du mouvement. Dans ce mouvement prévaut une opposition conséquente envers les réactions fondamentalistes contre les atrocités impérialistes et un rejet similaire des confrontations ethniques ou religieuses entre les peuples exploités, que provoque la droite. Cette solidarité internationaliste est incompatible avec quelque projet capitaliste que ce soit, car un tel projet ne peut que promouvoir l'exploitation et de ce fait stimuler les affrontements nationaux. Seul le socialisme offre une perspective de communauté réelle entre les travailleurs du monde.

Le réveil généralisé de la lutte anti-impérialiste à la périphérie représente le second défi pour les socialistes. Certains théoriciens ignorent cette irruption, car ils ont décrété la fin du nationalisme et célèbrent cette disparition sans pouvoir distinguer entre les courants réactionnaires et progressistes de ce mouvement. Ces auteurs déclarent, de plus, l'inefficacité de toute tactique, stratégie ou priorité politique envers les nouvelles « luttes horizontales » car, selon eux, il s'agit de combats entre le capital et le travail sans aucune formes de médiation (42).

Cette vision constitue une simplification grossière de la lutte nationale, car elle met dans le même sac les talibans et les Palestiniens, les exécuteurs des massacres ethniques en Afrique ou dans les Balkans et les artisans des guerres de libération des dernières décennies (Cuba, Viêt-nam, Algérie). Elle ne permet pas de distinguer où se situe le progrès et en quel endroit se situe la réaction. Pour cette raison elle ne comprend pas pourquoi les peuples du Tiers-Monde luttent pour l'abolition de la dette extérieure, la nationalisation des ressources énergétiques ou la protection tarifaire de la production locale.

Définir les tactiques et concevoir les stratégies spécifiques est d'autant plus important que les revendications nationales portées par les exploités de la périphérie n'ont pas de signification pour les travailleurs des nations centrales. Le point de vue transnationaliste répète la vieille hostilité libérale envers les formes concrètes de la résistance populaire dans les pays sous-développés, en employant un langage plus radical. Ses imprécisions diffusent un sentiment d'impuissance face à la domination impérialiste, car dans le monde qu'ils décrivent - sans frontières, sans centres et sans territoires - il est impossible de localiser l'opresseur ni de choisir la méthode pour l'affronter.

Le troisième défi de la politique socialiste est de concevoir les stratégies de prise et de transformation radicale de l'État, afin d'ouvrir la voie à l'émancipation. Cet objectif exige de démystifier le questionnement néolibéral de l'utilité de l'intervention étatique et la foi neutraliste du constitutionalisme qui masque le contrôle détenu par la classe dominante sur cette institution. En particulier l'opposition répandue entre les dérégulateurs néolibéraux et régulateurs anti-libéraux ne fait que cacher une gestion capitaliste commune de l'État. Cette manœuvre est la cause du divorce croissant

entre la société et l'État. Plus les affaires publiques dépendent des bénéfiques entrepreneuriaux et plus grand est le poids acquis par les appareils et les bureaucraties distantes des besoins de la majorité de la population.

Mais le dépassement de cette fracture étatique exige d'inaugurer une gestion collective qui permette d'avancer jusqu'à l'extinction progressive du caractère élitiste et oppresseur de l'État. Cet objectif ne peut être atteint à travers un acte magique de dissolution d'institutions qui ont des racines millénaires, ni ne peut être réalisé en s'engageant sur l'énigmatique chemin émancipateur que proposent ceux qui postulent un changement de la société en renonçant à la prise de l'État et à l'exercice du pouvoir (43).

Certains théoriciens arguent que dans la « société de contrôle » actuelle les formes de domination sont si envahissantes qu'elles empêchent toute transformation sociale fondée sur la gestion populaire de l'État (44). Mais cette suggestion d'un pouvoir omniprésent (« qui est partout et nulle part ») transforme tout débat concret sur la lutte contre l'exploitation en une réflexion métaphysique sur l'impatience de l'individu face à son environnement oppresseur. En éludant l'analyse des racines objectives et des fondements sociaux de cet assujettissement il devient impossible de concevoir les voies concrètes du dépassement de la domination capitaliste (45).

Préciser quels sont les agents de ce projet de transformation anticapitaliste est le quatrième défi auquel doivent faire face les socialistes. Si l'on observe les travailleurs en grève, les jeunes du mouvement altermondialisation et les masses mobilisées à la périphérie il n'est pas difficile de définir les auteurs d'un changement émancipateur. Ce nouveau protagonisme populaire mine le discours néolibéral individualiste sur la fin de l'action collective mais il ne génère pas encore la reconnaissance du rôle central des classes opprimées (et spécialement celui des travailleurs salariés) dans la transformation sociale.

Cet omission est due, pour une part, au poids qui est accordé à la « citoyenneté » dans les changements politiques, oubliant que cette catégorie uniformise les oppresseurs et les opprimés en leur octroyant le même statut et cache le fait que le « citoyen-ouvrier » n'a aucun accès aux fonctions exercées quotidiennement par le « citoyen-capitaliste » (licencier, embaucher, accumuler, gaspiller, dominer). Y compris dans les caractérisations les plus radicales qui parlent de la « citoyenneté insurgée » ou de la « citoyenneté mondiale », cette frontière de classe est dissoute et l'antagonisme social est relégué au second plan.

Une autre manière de diluer l'analyse de classe consiste à substituer à la notion de travailleur ou de salarié le concept de « multitude ». Ce regroupement est présenté comme l'embryon d'un « contre-empire » naissant du fait de sa capacité d'agglutiner les « aspirations de libération » des sujets « cosmopolites, nomades et émigrés » (46).

Bien que les promoteurs de cette catégorie reconnaissent son sens essentiellement poétique, ils n'en prétendent pas moins l'appliquer à l'action politique (47). Ce transfert génère d'innombrables confusions, car la même multitude peut signifier un regroupement amorphe d'individus (nomades) et se référer en d'autres occasions à l'action de forces particulières (immigrés). Dans aucun des deux cas il n'est expliqué pourquoi cette catégorie occupe une place si significative dans la lutte sociale d'un empire, qui n'est pas localisable et qui n'affronte pas des concurrents bien définis. Mais ce qui est le plus difficile dans ce casse-tête, c'est d'élucider à quoi il peut bien servir.

En abandonnant les jongleries verbales et en analysant plutôt le potentiel émancipateur de la classe travailleuse pour orienter un projet socialiste on peut arriver à des conclusions plus utiles. Cette réflexion peut partir de la « prolétarisation du monde » croissante, c'est-à-dire du poids social stratégique atteint par les travailleurs, définis au sens large comme la masse totale des salariés (48). Cette force impressionnante peut se transformer en un pouvoir anticapitaliste effectif à condition de réaliser un saut significatif de la conscience socialiste des exploités.

Les conditions pour une telle avancée politique sont déjà réunies, comme en témoignent les débats sur l'internationalisme, l'État et le sujet de la transformation sociale. En répétant ce qui s'est passé en 1890-1920, le débat sur l'impérialisme se place à nouveau au centre de cette maturation politique. Ces similitudes s'étendront-elles jusqu'à la croissance du mouvement socialiste ? Peut-être l'apparition de partis, de dirigeants et de penseurs comparables aux marxistes classiques du siècle passé sera-t-elle la surprise de la nouvelle décennie.

Buenos Aires, Juin 2002

Notes

1. J'ai analysé ce processus dans : Claudio Katz, « Les nouvelles turbulences d'une économie malmenée par l'impérialisme », Inprecór n° 457 d'avril 2001 ; « Las crisis recientes en la periferia », Realidad Económica n° 183, octobre-novembre 2001, Buenos Aires ; « Une récession globale entre guerres et rébellions », Inprecór n° 470/471 de mai-juin 2002. La polarisation entre le centre et la périphérie est également reconnue par les auteurs qui classifient les nations en quatre cercles hiérarchiques (puissances centrales, pays récepteurs des investissements étrangers, récepteurs potentiels de ces flux et économies périphériques) et qui estiment que le seul changement possible de cette hiérarchie serait l'ascension des pays du troisième rang au second (ou vice versa). D'autres changements sont considérés comme très improbables (du second au premier rang ou du quatrième au second). Cf. Charles Albert Michalet, *La séduction des nations*, Économica, Paris 1999 (chap. 2)
2. Carlos Montero, « Efecto en América Latina de nuevos subsidios al agro en EEUU », (ATTAC, 29-5-02).
3. Samir Amin, « Africa : living on the fringe », Monthly Review vol. 53, n° 10, mars 2002.
4. « El fantasma del protectado », Clarín, 9 juin 2002.
5. « US military bases and empire » (éditorial), Monthly Review vol. 53, n° 10, mars 2002.
6. Phil Hearse, « Guerre à la terreur, un premier bilan », Inprecór 466/467, janvier-fevrier 2002 ; Yvan Lemaitre, « La paix et la justice impossibles » et Christian Piquet, « Nouvelle donne, nouveaux défis », Critique Communiste n° 165, hiver 2002 ; Janette Habel, « États Unis-Amérique Latine », Contretemps n° 3, février 2002.
7. Antonio Negri & Michael Hardt, *Empire*, Exils Éditeurs, Paris 2000 (préface, chapitres I-2 et II-1) ; Tony Negri « El imperio, supremo estadio del imperialismo », Desde los cuatro puntos n° 31, mai 2001 ; Toni Negri, « Imperio : el nuevo lugar de nuestras conquistas », Cuadernos del sur n° 32, novembre 2001.
8. William Robinson, « Global capitalism and nation-state-centric », Science and Society vol. 65, n° 4, hiver 2001-2002.
9. Joh Bellamy Foster, « Imperialism and empire », Monthly Review vol. 53, n° 7, décembre 2001 ; Daniel Bensaïd, « ¿El imperio estado terminal ? », Desde los cuatro puntos n° 31, mai 2001 ; Daniel Bensaïd, « Le nouveau désordre mondial », Contretemps n° 2, septembre 2001.
10. Ces positions sont habituellement exposées par le courant anti-libéral dans les forums du mouvement altermondialiste (en faveur d'une autre mondialisation, appelé aussi « mouvement antimondialisation »).
11. Bob Sutcliffe, « Conclusión », Robert Owen « Introducción » et Tom Kemp « La teoría marxista del imperialismo », dans Robert Owen & Bob Sutcliffe, *Estudios sobre la teoría del imperialismo*, Era, México 1978.
12. Ernest Mandel, *Le troisième âge du capitalisme*, Éditions de la Passion, Paris 1997 (nouvelle

édition, première édition allemande sous le titre *Der Spätkapitalismus*, Suhrkamp Verlag, Frankfurt M. 1972), chapitre 10 ; Ernest Mandel, « Las leyes del desarrollo desigual », *Ensayos sobre el neocapitalismo*, Era, México 1969. Une analyse similaire a été formulée également par Bob Rowthorn, « El imperialismo en la década de 1970 », *Capital monopolista y capital monopolista europeo*, Granica, Buenos Aires 1971.

13. Stephen Hymer, *Empresas multinacionales e internacionalización del capital*. Ediciones Periferia, Buenos Aires, 1972 ; Martín Nicolaus, « La contradicción universal ». *El imperialismo hoy*, Ediciones Periferia, Buenos Aires 1971.

14. James Petras, « Imperialismo versus imperio », *Laberinto* n° 8, février 2002.

15. Paolo Giussani, « ¿Hay evidencia empírica de una tendencia hacia la globalización ? » dans J. Arriola & D. Guerrero, *La nueva economía política de la globalización*, Universidad de País Vasco, Bilbao 2000.

16. Stavros Tombazos, « La mondialisation liberale et l'impérialisme tardif », *Contretemps* n° 2 , septembre 2001.

17. Tony Smith, « Pour une théorie marxiste de la globalisation », *Contretemps* n° 2, septembre 2001.

18. Wladimir Andreff, *Interventions et débats, Mondialisation, Espaces Marx*, Paris 1999 ; Philippe Zarifian, *Interventions et débats, Mondialisation, Espaces Marx*, Paris 1999.

19. Richard D. Boff & Edward Herrman, « Merger, concentration and the erosion of democracy », *Monthly Review* vol. 53, n° 1, mai 2001.

20. Certaines études qui ont commencé à tenir compte de cette problématique démontrent, par exemple, que le déficit extérieur nord-américain calculé en tenant compte de la localisation des firmes constitue en réalité un excédent vu du point de vue de la propriété des firmes. Cf. D. Bryan, « Global accumulation and accounting for national economic identity », *Review of Radical Political Economics*, vol. 33, 1999.

21. Michel Husson, *Interventions et débats, Mondialisation, Espaces Marx*, Paris 1999.

22. Odile Castel, « La naissance de l'Ultra-imperialisme », dans Gérard Dumenil & Dominique Lévy, *Le triangle infernal*, PUF, Paris 1999.

23. Antonio Negri & Michael Hardt, *Empire*, Exils Éditeurs, Paris 2000 (préface) ; Toni Negri, « Entrevista », Pagina 12, 31 mars de 2002 ; Tony Negri « El imperio, supremo estadio del imperialismo », *Desde los cuatro puntos* n° 31, mai 2001.

24. C'est l'objection justifiée de Giovanni Arrighi : « Global capitalism and the persistence of north-south divide », *Science and Society* vol. 65, n° 4, hiver 2001-2002.

25. William Robinson, « Global capitalism and nation-state-centric », *Science and Society* vol. 65, n° 4, hiver 2001-2002.

26. Antonio Negri & Michael Hardt, *Empire*, Exils Éditeurs, Paris 2000 (chap. I-1, II-5, III-5, III-6).

27. Michael Mann, « Globalisation is among other things, transnational, international and american » et Kees van der Pijl, « Globalisation or class society in transition ? », *Science and Society* vol. 65, n° 4, hiver 2001-2002.

28. *Financial Times*, 10 mai 2002.

29. Went Robert. « Globalization : towards a transnational state ? », *Science and Society* vol. 65, n° 4, hiver 2001-2002.

30. Atilio Boron, Imperio e imperialismo, Buenos Aires 2002.(chap. 4 et 6).
31. Antonio Negri & Hardt Michael, Empire, Exils Éditeurs, Paris 2000 (chap. IV-1)
32. Claude Serfati, « Une bourgeoisie mondiale pour un capitalisme mondialisé ? ». Bourgeoisie : états d'une classe dominante, Syllepse, Paris 2001 ; Claude Serfati, « Violences de la mondialisation capitaliste », Contretemps n° 2 , septembre 2001.
33. Peter Gowan, « Cosmopolitisme libéral et gouvernance globale », Contretemps n° 2, septembre 2001.
34. Cf. Contretemps n° 3, février 2002 : Gilbert Achcar, « Le choc des barbaries » ; Daniel Bensaïd, « Dieu, que ces guerres sont saintes » ; Ellen Meiksins Wood, « Guerre infinie ».
35. Michel Husson, « Le fantasme du marché mondial », Contretemps n° 2, septembre 2001.
36. Leo Panitch, « The state, globalisation and the new imperialism », Historical Materialism, vol. 9, hiver 2001.
37. Alejandro Dabat, « La globalización en perspectiva histórica » (Mimeo), México 1999 ; Christian Barrere, Interventions et débats, Mondialisation, Espaces Marx, Paris 1999.
38. Toni Negri, « Imperio : el nuevo lugar de nuestras conquistas », Cuadernos del sur n° 32, novembre 2001.
39. Toni Negri & Michael Hardt, « La multitude contre l'empire », Contretemps n° 2, septembre 2001.
40. Antonio Negri & Michael Hardt, Empire, Exils Éditeurs, Paris 2000 (chap. IV-1) ; Gérard De Bernis, Interventions et débats, Mondialisation, Espaces Marx, Paris 1999 ; Marcos Del Roio, « Las contradicciones del imperio » et Carlos Martins, « La nueva encrucijada », Herramienta n° 18, été (austral) 2001-2002.
41. Tariq Ali (entretien avec), « Le choc des fondamentalismes », Inprecor 466/467, janvier-février 2002
42. Antonio Negri & Michael Hardt, Empire, Exils Éditeurs, Paris 2000 (préface, chap. I-3, II-2, II-3 et intermezzo).
43. C'est la thèse de John Holloway : « Entrevista », Página 12, 3 décembre 2001.
44. Antonio Negri & Michael Hardt, Empire, Exils Éditeurs, Paris 2000 (chap. I-2).
45. Voir l'excellente critique d'Alex Callinicos, « Toni Negri in perspective », International Socialism n° 92, Automne 2001 [la seconde partie de cet article a été publiée en français : Alex Callinicos, « Du pouvoir constituant à l'Empire : Toni Negri en perspective », Contretemps n° 3, février 2002].
46. Antonio Negri & Michael Hardt, Empire, Exils Éditeurs, Paris 2000 (chap. III-6)
47. Toni Negri, « Entrevista », Pagina 12, 31 mars 2002.
48. Cette force s'est fortement accrue au cours du XXe siècle, passant de 50 millions en 1900 à 2 milliards en 2000 (alors qu'en même temps la population mondiale passait de 1 à 6 milliards). Cf. Daniel Bensaïd, Les irréductibles : théorèmes de la résistance à l'air du temps, Textuel, Paris 2001.

[KATZ Claudio](#)

* Publié sur le site « A l'encontre ».

* Claudio Katz, professeur à l'Université de Buenos Aires et chercheur au CONICET, est un des animateurs du réseau argentin Economistas de Izquierda (EDI, Économistes de gauche).